



Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

Provisoire

9118^e séance

Lundi 29 août 2022, à 15 heures

New York

Président : M. Zhang Jun/M. Geng Shuang (Chine)

Membres :

Albanie	M. Hoxha
Brésil	M. de Almeida Filho
Émirats arabes unis	M ^{me} Nusseibeh
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Thomas-Greenfield
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. de Rivière
Gabon	M ^{me} Bongo
Ghana	M. Agyeman
Inde	M ^{me} Kamboj
Irlande	M. Mythen
Kenya	M. Ndung'u
Mexique	M. Ochoa Martínez
Norvège	M ^{me} Heimerback
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Kariuki

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Le Président (*parle en chinois*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Afghanistan et du Pakistan et la représentante de la République islamique d'Iran à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Martin Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence ; M. Markus Potzel, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé des affaires politiques pour l'Afghanistan ; et Mme Lucy Morgan Edwards, chercheuse indépendante et autrice.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Griffiths.

M. Griffiths (*parle en anglais*) : La population afghane continue d'être confrontée à d'énormes difficultés et incertitudes. Je tiens à partager quelques chiffres avec le Conseil de sécurité. Près de 19 millions de personnes sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, dont 6 millions sont exposées à un risque de famine. Plus de la moitié de la population, soit quelque 24 millions de personnes, ont besoin d'une aide humanitaire. On estime à 3 millions le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë, y compris plus d'un million qui souffrent du niveau de malnutrition le plus élevé, et dont la vie est en danger. S'ils ne reçoivent pas un traitement spécialisé, ces enfants pourraient mourir. Cette crise de la malnutrition est exacerbée par des sécheresses récurrentes, notamment celle de 2021, la pire observée en 30 ans, dont les effets se font encore sentir. Huit Afghans sur 10 boivent de l'eau contaminée, ce qui les expose à des accès répétés de diarrhée aqueuse aiguë. Près de 25 millions de personnes vivent aujourd'hui dans la pauvreté et les trois quarts des revenus de la population sont consacrés à l'alimentation. Le nombre de ménages recevant des envois de fonds a diminué de 50 %, le taux de chômage pourrait atteindre 40 % et l'inflation augmente en raison de la hausse des prix mondiaux, des contraintes à l'importation et de la dépréciation de la monnaie.

Ces crises incessantes persistent à un moment où les communautés sont en difficulté. En juin, un tremblement de terre de magnitude 5,9 a touché plus de 360 000 personnes vivant dans des zones d'impact de haute intensité. Depuis le mois de juillet, des pluies diluviennes ont provoqué des crues soudaines et massives dans tout le pays et même dans la région, faisant des centaines de morts et de blessés et détruisant des milliers de maisons et d'hectares de cultures. L'Afghanistan a également connu des niveaux sans précédent de déplacements et de mouvements de population. Quelque 5,8 millions de personnes sont déplacées depuis longtemps, ce qui requiert des solutions à long terme. Voilà les chiffres. Ils sont catastrophiques et, en toute franchise, difficiles à appréhender. Nous craignons qu'ils ne s'aggravent bientôt. Dès que le froid s'installera, les prix des denrées alimentaires et des combustibles, qui sont déjà élevés, monteront en flèche. Les familles devront alors choisir entre nourrir leurs enfants, les envoyer à l'école, les emmener chez le médecin lorsqu'ils tombent malades ou les garder au chaud.

Les problèmes de l'Afghanistan ne sont malheureusement ni nouveaux ni propres à ce pays. Les conflits, la pauvreté, les chocs climatiques et l'insécurité alimentaire sont depuis longtemps une triste réalité pour l'Afghanistan et de nombreux autres pays dans le monde. Je voudrais toutefois à expliquer au Conseil ce qui rend la situation actuelle en Afghanistan si critique.

Premièrement, cela fait un an que l'aide au développement à grande échelle est suspendue. Avant la prise du pouvoir par les Talibans, l'Afghanistan était déjà confronté à de graves problèmes d'insécurité alimentaire et de malnutrition, qui ont bien entendu empiré depuis la suspension de l'aide au développement, et qui touchent toutes les familles, que ce soit dans les zones rurales ou dans les centres urbains.

Deuxièmement, l'environnement opérationnel est extrêmement difficile. Nouer le dialogue avec les autorités de facto aux niveaux national et infranational n'est pas une mince affaire. Le secteur bancaire national n'inspire pas confiance, ce qui signifie qu'une grave crise de liquidités en Afghanistan est imminente. Les transactions financières internationales sont extrêmement difficiles en raison de stratégies de réduction du risque et du respect excessif des règles par les banques internationales. Les acteurs humanitaires ont versé plus d'un milliard de dollars en espèces pour assurer l'exécution des programmes, mais la crise de liquidités et la crise bancaire continuent de peser sur la fourniture

de l'aide et le quotidien des Afghans. Le mécanisme de change à des fins humanitaires dont nous avons déjà parlé, destiné à atténuer temporairement et partiellement le problème de liquidités, est toujours en cours de négociation et d'examen par les autorités de facto.

Les femmes et les filles ont été mises à l'écart, comme nous avons aussi pu le constater au Conseil. Les progrès modestes que le pays avait réalisés pour protéger les droits des femmes ont été rapidement réduits à néant. Cela fait plus d'un an que les adolescentes afghanes n'ont pas mis les pieds dans une salle de classe. Au XXI^e siècle, nous ne devrions pas avoir à expliquer pourquoi l'éducation des filles et l'autonomisation des femmes sont importantes pour ces dernières, pour leur communauté, pour leur pays et, en fait, pour nous tous. L'Afghanistan ne vit pas seulement une crise humanitaire. C'est une crise économique. C'est une crise climatique. C'est une crise alimentaire. C'est une crise financière. Mais ce n'est pas une crise sans issue.

Les organisations humanitaires font tout ce qu'elles peuvent pour offrir une bouée de sauvetage à la population afghane. Malgré les nombreuses difficultés dont nous venons de parler, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales partenaires ont mis sur pied une réponse sans précédent au cours de l'année écoulée, ce qui leur a permis de porter secours à près de 23 millions de personnes ayant besoin d'aide humanitaire. Nous avons tous étendu nos opérations humanitaires afin d'atteindre les populations touchées dans les 401 districts des 34 provinces que compte l'Afghanistan. Cela a été rendu possible grâce au recul du conflit, à l'introduction d'envois d'espèces, soit le milliard de dollars que j'ai mentionné, et à l'adoption de la résolution 2615 (2021).

Mais, bien sûr, l'aide humanitaire ne pourra jamais remplacer la fourniture de services systémiques à 40 millions de personnes dans tout le pays ni répondre à la nécessité d'appuyer ces services de façon durable. La seule manière d'empêcher une catastrophe encore plus grande que celle dont nous sommes témoins depuis des mois consiste toujours à préserver la fourniture des services essentiels en parallèle de l'aide humanitaire. La pauvreté s'aggrave, la population continue de croître et les autorités de facto n'ont pas le budget requis pour investir dans l'avenir du pays. Je ne doute pas qu'il est clair pour chacun de nous qu'il faut relancer au moins en partie l'aide au développement. La programmation humanitaire doit se poursuivre et se poursuivra, mais l'équipe de pays des Nations Unies en Afghanistan,

sous la direction exceptionnelle de Ramiz Alakbarov, le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire, travaille à l'élaboration de son cadre stratégique pour 2023 afin de pourvoir à ces besoins essentiels plus larges.

Plus de 70 % des Afghans vivent en zone rurale. Si l'on ne protège pas l'agriculture et l'élevage, des millions de vies seront en danger et l'aptitude du pays à produire de la nourriture pour sa population sera compromise. Au niveau des districts et à l'échelle nationale, il faut faire en sorte que les hôpitaux et les cliniques restent ouverts et que leur personnel soit employé et payé. Les centres de nutrition et les soins préventifs doivent être maintenus. Tels sont tous les services de base auxquels nous faisons référence. Il convient d'intensifier les contacts avec les institutions financières afin de lutter contre le désengagement des banques face aux risques, et nous devons continuer d'œuvrer pour que les filles et les femmes soient éduquées, employées et libres de l'être. Les conséquences de l'inaction sur les fronts tant humanitaire que du développement seront catastrophiques et difficiles à annuler.

Actuellement, le plan de réponse humanitaire pour l'Afghanistan connaît un déficit de 3,14 milliards de dollars, dont plus de 600 millions de dollars sont requis d'urgence pour les activités prioritaires de préparation à l'hiver, comme les améliorations et réparations des logements, la fourniture de vêtements chauds et de couvertures, et ainsi de suite. Le temps joue contre nous. Ces contributions particulières sont nécessaires dans les trois prochains mois. En outre, il faut 154 millions de dollars pour prépositionner les fournitures, notamment l'aide alimentaire et à la subsistance, avant que l'hiver ne coupe l'accès à certaines zones. La communauté humanitaire est restée pour soutenir le peuple afghan et continuera de le soutenir. Il est impératif que la communauté internationale, représentée au Conseil de sécurité, fasse de même.

Les autorités de facto de l'Afghanistan doivent aussi faire leur part. Les interférences et procédures bureaucratiques ralentissent l'aide humanitaire quand les gens en ont le plus besoin. Les travailleuses humanitaires, afghanes comme étrangères, doivent pouvoir travailler sans entrave et en toute sécurité. De même, les filles doivent pouvoir poursuivre leur scolarité. Il y a beaucoup d'impératifs, mais il y a aussi beaucoup de possibilités. La voie à suivre est aussi claire que les dangers sont évidents. Les Afghans sont toujours là. Ils ont fait preuve d'une résilience incroyable au fil des

décennies et au cours de l'année écoulée. Nous avons pour mission de les aider à prospérer, à s'épanouir et à être en sécurité.

Le Président (*parle en chinois*) : Je remercie M. Griffiths de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Potzel.

M. Potzel (*parle en anglais*) : La présente séance d'information a été demandée pour examiner la situation humanitaire et économique, et je souscris sans réserve aux observations de mon collègue, M. Griffiths, Secrétaire général adjoint à la coordination des affaires humanitaires. Depuis la prise du pouvoir par les Taliban il y a un an, l'ONU reste exceptionnellement concentrée sur les besoins humanitaires et humains en Afghanistan. Par ailleurs, comme M. Griffiths l'a indiqué, les besoins sont toujours considérables sur place. Dans seulement quelques semaines, il est prévu que je présente un exposé au Conseil sur la situation générale en Afghanistan. En outre, le Conseil de sécurité recevra bientôt le rapport du Secrétaire général sur la situation dans le pays. Toutefois, compte tenu de l'occasion qui m'est offerte, j'aimerais faire part de quelques considérations sur la situation actuelle.

Premièrement, le régime en place en Afghanistan n'est reconnu par aucun membre de la communauté internationale. Les raisons en sont évidentes. La communauté internationale a des normes concernant les droits humains, en particulier ceux des femmes et des filles, la gouvernance représentative et la sécurité collective internationale. L'Afghanistan fait partie du système international et les Taliban doivent respecter leurs obligations internationales, mais au lieu de cela ils demandent d'être reconnus sur la base du fait qu'ils contrôlent le territoire.

Deuxièmement, il est indéniable que les sanctions imposées aux Taliban portent préjudice à l'économie afghane depuis qu'ils ont pris le contrôle du pays. Le Secrétaire général l'a expliqué dans ses rapports précédents, et il a appelé à des mesures pour permettre à l'économie afghane de respirer. Il s'agit notamment d'efforts pour faciliter l'accès aux actifs appartenant à la Banque centrale afghane pour en faire bénéficier le peuple afghan, et d'un appui international pour répondre aux besoins essentiels de la population ; autrement dit, des interventions qui vont au-delà de la seule aide humanitaire et soutiennent la résilience des communautés afghanes. L'aide humanitaire n'est pas une solution à long terme. La réduction de la pauvreté et la fourniture

de biens et de services de base doivent en fin de compte reposer sur une croissance économique soutenue. Les bailleurs de fonds n'ont cessé de répéter qu'une reprise de la coopération économique suppose avant tout que les Taliban reviennent sur leurs politiques régressives.

Troisièmement, les autorités de facto Taliban se heurtent à un nombre croissant de problèmes de gouvernance. Faisant fi des rumeurs persistantes de divergences internes, les Taliban continuent de se présenter comme une entité gouvernante unie et solide. Le Cabinet basé à Kaboul se réunit régulièrement, et les résultats de ses réunions sont rendus publics par les autorités de facto. Toutefois, la relation entre le Cabinet de Kaboul et le dirigeant Taliban Haibatullah Akhunzada, basé à Kandahar, reste floue. Les pratiques consistant à gouverner par décret et par décisions de politique générale, qui sont présentées comme conformes aux traditions islamique et afghane, restreignent encore davantage les droits humains et les libertés fondamentales, en particulier pour les femmes et les filles, comme par exemple l'annonce, le 23 mars, du maintien de l'interdiction de l'enseignement secondaire pour les filles. Aujourd'hui, l'Afghanistan est le seul pays au monde à refuser aux filles le plein droit à l'éducation.

Ces trois dernières semaines ont vu le plus grand nombre de pertes civiles en l'espace d'un mois depuis le 15 août 2021, dans une série d'attaques à l'engin explosif improvisé à Kaboul, dont la plupart ont été revendiquées par l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan (EIIL-K). Les attaques de ce genre prennent souvent pour cible un groupe ethnique ou religieux donné. Il est encourageant d'apprendre que les autorités de facto étudient ce qui peut être fait pour mieux assurer la sécurité de ces communautés.

En juillet, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a publié son rapport sur la situation des droits humains en Afghanistan, qui couvre la période de 10 mois entre la prise de pouvoir des Taliban le 15 août 2021 et le 15 juin de cette année. Il traduit les priorités en matière de droits de l'homme, qui sont définies dans le mandat confié par le Conseil à la MANUA. La MANUA a recensé les violations des droits humains visant des groupes spécifiques, tels que les anciens responsables du Gouvernement et les membres des forces de défense et de sécurité nationales afghanes, les personnes accusées d'être affiliées à l'EIIL-K et au Front national de résistance, la société civile, les médias et les femmes, y compris celles accusées de crimes dits moraux. La MANUA est particulièrement préoccupée

par les informations faisant état de mesures prises par des responsables de facto du comité pour la promotion de la vertu et la prévention du vice qui donné lieu à du harcèlement verbal, des mauvais traitements et des arrestations arbitraires de personnes vaquant à leurs occupations. Les attaques contre les défenseurs des droits humains, les journalistes et les travailleurs des médias, conjuguées aux répercussions des mesures politiques générales prises par les autorités de facto, ont un effet paralysant sur la liberté des médias et le militantisme civique. La première réunion de la Commission sur les violations de la liberté des médias, qui s'est tenue la semaine dernière, est une évolution à saluer, si elle permet effectivement d'empêcher de nouvelles restrictions de l'espace médiatique.

Enfin, je tiens à me féliciter de la réaction des pays de la région à la situation actuelle. Les voisins de l'Afghanistan sont les plus immédiatement touchés et se sentent parfois menacés par les événements qui s'y déroulent. Ils ont réagi en organisant des réunions entre les ministres des affaires étrangères, d'abord à Islamabad, puis à Téhéran et à Pékin. L'Organisation de la coopération islamique s'est également mobilisée, en tenant une réunion spéciale entre les ministres des affaires étrangères à Islamabad, l'année dernière. Le mois dernier, une conférence internationale sur l'Afghanistan a été organisée à Tachkent, avec la participation d'une délégation de haut niveau des Taliban. Les discussions ont porté sur l'importance des efforts de lutte contre le terrorisme et les stupéfiants, le développement économique et des infrastructures, la gouvernance inclusive et le respect des droits humains et des droits civiques, en particulier les droits des femmes, y compris l'éducation des filles. Il importe tout particulièrement que les Taliban comprennent que leurs voisins, leurs partenaires régionaux et le monde islamique en général souhaitent qu'ils fassent partie de la communauté internationale. L'Afghanistan est un pays enclavé qui dépend de ses voisins pour avoir accès aux routes commerciales, mais c'est aussi un pays doté d'un énorme potentiel de ressources qui, si elles sont correctement exploitées, pourraient bénéficier à l'Afghanistan, à la région et au reste du monde.

Comme je l'ai mentionné, j'aurai davantage d'informations à communiquer au Conseil sur la situation spécifique du pays d'ici quelques semaines. Je pense que l'Afghanistan ne s'est pas remis des graves chocs géopolitiques et des interventions des puissances étrangères. Aucune de ces interventions n'a atteint ses objectifs. Toutes ont transformé l'Afghanistan d'une manière

inattendue et souvent néfaste. Malgré les immenses ressources dépensées au cours des dernières décennies, l'Afghanistan reste considérablement sous-développé, vulnérable et dépendant de l'aide internationale. Les fonctionnaires de l'ONU et la MANUA continuent de dialoguer avec les autorités de facto, notamment par le biais des 11 bureaux locaux de la Mission répartis dans le pays. Ils facilitent les échanges entre les autorités de facto, les dirigeants communautaires, les groupes religieux, les femmes et la société civile, dans le but de promouvoir une gouvernance inclusive et participative, ainsi que les droits et libertés.

Les Taliban se sont montrés ambigus quant à la mesure dans laquelle ils souhaitent participer à ce dialogue, qu'ils subordonnent à sa cohérence avec leur interprétation de la charia. Il est crucial d'aller au-delà d'un échange de positions tranchées et d'entamer un dialogue soutenu entre les Taliban, les autres parties prenantes afghanes, la région en général et la communauté internationale. Ce dialogue doit accorder la priorité aux intérêts de tous les Afghans. La stabilité future de l'Afghanistan repose sur la satisfaction des besoins du peuple afghan, la préservation de ses droits et le reflet de la diversité du pays dans toutes les structures de gouvernance. Regardons tous vers l'avenir et améliorons la situation ensemble, au lieu de ressasser le passé.

Le Président (*parle en chinois*) : Je remercie M. Potzel de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Morgan Edwards.

M^{me} Morgan Edwards (*parle en anglais*) : Un an après le retrait des États-Unis de Kaboul, l'Afghanistan est au bord de l'effondrement économique total, étant confronté à une grave insécurité alimentaire, à la montée de l'extrémisme et à un délitement de l'ordre social évident. La semaine dernière, une source bien informée, qui a récemment quitté Kaboul, m'a dit que la situation était semblable à celle des années 1992 et 1993, lorsque les combats entre factions avaient transformé Kaboul en zone de combat, avec les civils pris au piège entre deux feux.

Il n'est pas surprenant que la situation en Afghanistan se soit détériorée aussi rapidement après le départ de la communauté internationale l'année dernière. Pour celles et ceux qui y prêtaient attention, les signes avant-coureurs étaient déjà visibles en 2001. Chose incroyable, les mêmes sirènes médiatiques occidentales, la BBC en tête, qui en septembre 2001 avaient applaudi l'invasion

militaire de l'Afghanistan, déclarant à un public occidental crédule qu'elle déboucherait sur une démocratie de style libéral, ont feint l'étonnement en août 2021, lorsque les Taliban ont pris Kaboul de manière fulgurante. Or, l'influence politique des Taliban dans les zones rurales a augmenté de façon exponentielle à partir de 2003, à la mesure des promesses non tenues, de la corruption, des réactions militarisées brutales et des meurtres extrajudiciaires commis sous la supervision de l'Occident. Le fait que les Taliban ont commencé par regagner de l'influence dans les zones rurales en mettant en place des gouverneurs fantômes pour aider à régler les conflits et rendre d'autres services témoigne de la négligence dont l'Occident a fait preuve en ce qui concerne les affaires afghanes. Pour comprendre les raisons de cet échec catastrophique, il est nécessaire de connaître les principales caractéristiques de l'intervention occidentale en Afghanistan après 2001. Je les énumère comme suit.

La première est l'impunité. Le retour en octobre 2001 des seigneurs de guerre non inculpés avec l'appui des services de renseignements occidentaux a été fatal au projet de construction de l'État. Cela a eu des répercussions sur la sécurité, les droits humains et l'état de droit. J'ai assisté à la réhabilitation politique de ces alliés de l'Occident, dotés d'une nouvelle autonomie financière, lors de la *loya jirga* organisée d'urgence en 2002, à laquelle j'ai assisté en tant qu'observatrice. La CNN et la BBC proclamaient que cette *loya jirga* était une renaissance de la démocratie afghane et étaient obnubilées par les images d'Afghanes déposant des bulletins de vote dans des urnes. Dans les coulisses, cette *loya jirga* d'urgence était supervisée par la Central Intelligence Agency et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, alors que l'Ambassadeur des États-Unis Khalilzad avait publiquement humilié l'ancien roi bien-aimé en s'opposant à sa participation, tout en permettant celle des seigneurs de guerre, ainsi que l'intimidation des candidats démocratiquement élus par les groupes armés et les forces de sécurité interne de l'Alliance du Nord.

La question corrosive de l'impunité et de ses effets sur l'état de droit et, par conséquent, sur la légitimité et la capacité de bâtir un État est un problème que j'ai analysé dans le cadre de ma thèse de doctorat. L'Occident n'a pas su intégrer de tels concepts, préférant imposer à l'Afghanistan sa propre version d'une démocratie dite libérale. Malheureusement, le résultat a été un État corrompu constitué de réseaux. Au niveau supranational, la Cour pénale internationale n'a pas non plus réussi à inculper les parties responsables de graves violations de droits humains en Afghanistan, qu'il s'agisse d'acteurs étatiques ou non étatiques.

Le deuxième facteur a été le manque d'appui à la protection des droits humains. Malgré les promesses d'une nouvelle ère pour les droits humains et les droits des femmes, l'Occident n'a pas financé ou appuyé de manière adéquate la Commission afghane indépendante des droits humains nouvellement créée. Il n'a pas non plus soutenu les travaux relatifs à la justice transitionnelle ni même un processus de vérité et de réconciliation s'inspirant du modèle sud-africain. J'en veux pour exemple le charnier de Dasht-i-Leili, site du massacre de membres des Taliban qui avaient été capturés par le commandant Dostum à la fin de 2001. Les charniers n'ont pas été protégés et leurs auteurs n'ont pas été inculpés, parce que les crimes avaient été commis par un allié de l'Occident. Ce climat d'impunité a enhardi les chefs de guerre à retourner dans leurs fiefs pour se livrer à des activités illicites telles que l'expropriation de biens, la traite d'enfants, le trafic de drogue, l'intimidation et le meurtre.

En 2005, lorsque j'ai rendu visite aux Équipes de reconstruction de province des pays de l'OTAN, j'ai constaté que les commandants de l'OTAN pensaient qu'il était approprié de faire appel à des chefs de guerre locaux pour surveiller les clôtures d'enceinte de leurs bases. Dans le même temps, les Afghans qui habitaient ces localités se sont plaints auprès de moi des exactions commises par les alliés de l'OTAN et m'ont dit qu'ils avaient le sentiment que l'Occident n'accordait aucune importance à leurs préoccupations. La population s'est donc tournée vers les Taliban.

Troisièmement, certaines opérations militaires ont été marquées par le meurtre de civils, l'échec des opérations de renseignement et des crimes de guerre. Je pense notamment à des accusations selon lesquelles les forces spéciales britanniques auraient commis des exécutions extrajudiciaires de détenus en 2011, et l'opération Enduring Freedom et l'OTAN auraient lancé des bombes contre des rassemblements de civils, y compris des mariages. L'énorme bombe de 11 tonnes larguée par les États-Unis sur des civils dans la région de Chinwar, dans l'est de l'Afghanistan, en 2017, illustre l'inhumanité de toute cette opération.

Quatrièmement, on n'a pas réussi à comprendre les dirigeants locaux légitimes et à collaborer avec le système tribal dans les zones rurales. À cet égard, j'ajouterais que depuis la conclusion de l'Accord de Bonn, de nombreux chefs tribaux pachtounes importants, qui auraient dû être invités à participer au projet d'édification de l'État dès le début, ont été exclus.

J'ajouterais également que le plan de paix préparé par le commandant Abdul Haq, qui avait recueilli l'adhésion de toutes les parties avant le 11 septembre, était bien connu à Washington et à Londres avant les événements du 11 septembre. Abdul Haq, connu pour être un brillant commandant pendant la guerre contre l'Union soviétique dans les années 80, avait prévenu qu'une campagne de bombardements menée par l'Occident après le 11 septembre changerait le paysage politique du jour au lendemain, perturbant le réseau complexe de cellules qu'il avait mis en place au sein des Taliban pour renverser le régime de l'intérieur. J'en parle en détail dans mon livre. Abdul Haq avait également mis en garde contre l'extrémisme qui se développait dans les camps d'entraînement et les madrassas au début des années 90.

Cinquièmement, en ce qui concerne la corruption, comme nous en ont averti l'ancien Président Eisenhower, le général Smedley Butler et, plus récemment, Julian Assange, le réseau de financement du complexe militaro-industriel qui extorque les contribuables des États-Unis et d'Europe a eu des conséquences catastrophiques en Afghanistan. Les coûts humains et financiers de la guerre ont été largement établis par les chercheurs du Watson Institute for International and Public Affairs de l'Université Brown. Ils estiment que les dépenses consacrées aux guerres lancées après le 11 septembre s'élèvent à environ 8000 milliards de dollars jusqu'à l'exercice 2022, soit 300 millions de dollars par jour, payés par les contribuables américains pour financer la guerre en Afghanistan. Les coûts humains comprennent des bombardements aveugles de civils innocents. Ils ont également été constatés par le Watson Institute. Bien entendu, ce sont les femmes et les enfants que nous étions censés aller aider en Afghanistan qui ont fait les frais de ces campagnes de bombardement illégitimes. Les États-Unis ont consacré environ 148 milliards de dollars à la prétendue reconstruction de l'Afghanistan. Pourtant, l'Inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan a signalé de nombreux cas dans lesquels l'argent a été dépensé pour des projets inutiles qui n'ont tout simplement pas pu être exploités.

Ces échecs font penser que ces projets visaient surtout à recycler l'argent des contribuables américains au profit de fournisseurs d'équipements militaires ou de compagnies d'armement ayant des liens avec la classe politique américaine, comme Unical, Lockheed Martin, Raytheon, Halliburton et autres. De même, les Afghans n'ont pas été associés à la conception et à la mise en œuvre des projets en général, ce qui a bien sûr été désastreux pour leur viabilité à long terme. D'énormes

sommes d'argent ont été consacrées à la formation de l'armée et de la police nationales afghanes, dont une grande partie a été investie pour leur fournir des équipements militaires américains qui, comme nous le savons, ont été pour la plupart abandonnés en Afghanistan il y a un an. Pourtant, les salaires étaient souvent détournés par des fonctionnaires, et les soldats étaient mal entraînés et incapables d'opérer sans la puissance aérienne des États-Unis. L'Inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan a recueilli des preuves concernant le gaspillage et l'échec de ces programmes.

Enfin, on n'a pas appuyé l'agriculture afghane, qui avait toujours été le cœur de l'économie, car 80 % de la population y participait, directement ou indirectement. Avec la terre, l'eau, la main-d'œuvre et l'expérience du pays, mettre l'accent sur l'agriculture aurait été le moyen le plus facile de développer l'économie, de permettre à la population de participer et de devenir autonome, et d'assurer la sécurité alimentaire. L'un de mes interlocuteurs affirme qu'aujourd'hui, l'Afghanistan a régressé de 50 ans dans le domaine de l'agriculture. Ainsi, le pays importe des agrumes du Pakistan, alors que des agrumes étaient auparavant exportés de la province du Nangarhar. Étant donné qu'aujourd'hui plus de 90 % des Afghans n'ont pas accès à une alimentation suffisante, il est évident que l'agriculture aurait dû être une grande priorité. En effet, lorsque je travaillais pour le Programme alimentaire mondial (PAM) au printemps 2002, j'ai été choquée de constater que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture n'avait sur place qu'une poignée de membres de personnel recrutés sur le plan international. Il y avait peut-être deux personnes, par rapport aux centaines que le PAM employait à l'époque. L'accent mis par le PAM sur l'introduction du blé américain en Afghanistan a également permis aux agriculteurs de cultiver davantage d'opium, à cause de la distorsion des marchés du blé.

Ces facteurs mettent en lumière la grave tromperie sur les véritables raisons de l'occupation occidentale de l'Afghanistan pendant 20 ans et sur ce qui a motivé le retrait soudain. Loin d'édifier un État stable qui ne sera plus jamais un refuge pour les terroristes, il semble que l'ensemble du projet visait plutôt à réorienter l'argent des contribuables des États-Unis et des pays de l'OTAN vers les coffres d'entreprises privées. Lorsque j'ai publié mon livre en 2011, j'ai naïvement demandé à un ancien agent des services de renseignement américain basé à Genève comment les États-Unis avaient pu échouer aussi lamentablement en Afghanistan. Sa réponse a été : « Suivez la piste de l'argent. Pour certains, le projet a

été un grand succès ». Il m'a conseillé de lire les écrits de Frida Berrigan sur le complexe militaro-industriel. Dix ans plus tard, après le retrait du 20 août 2021 et l'effondrement économique de l'Afghanistan qui n'est plus qu'une coquille vide, la montée en puissance de Daech et la recrudescence de l'insécurité, ses mots sonnent très juste aujourd'hui.

Le Président (*parle en chinois*) : Je remercie M^{me} Morgan Edwards de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M. Martin Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, de son évaluation de la situation en Afghanistan. Nous avons écouté attentivement le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général Markus Potzel et M^{me} Morgan Edwards, qui a travaillé dans le pays pendant de nombreuses années dans différents domaines et était sur place pendant les années d'intervention des États-Unis et de l'OTAN.

Demain, cela fera exactement un an que les forces étrangères se sont retirées de l'Afghanistan. Le 30 août 2021, le monde entier a vu les images d'un Boeing américain quittant Kaboul avec des Afghans ordinaires s'accrochant à son train d'atterrissage, pleins de panique. Nous nous souvenons tous que cela a été précédé d'un changement politique interne majeur qui a marqué le début d'une nouvelle ère. Après 20 ans de guerre sanglante, l'ancien Président Ashraf Ghani a fui Kaboul dans la honte, suivi par de nombreux autres responsables politiques afghans. Le retour des Talibans au pouvoir dans le pays a été une surprise totale pour tout le monde, y compris pour ceux qui, jusque très récemment, vantaient le haut niveau d'efficacité au combat des forces afghanes hautement entraînées.

La présente séance pourrait être une bonne occasion de discuter des résultats et des conséquences de l'ignoble campagne menée pendant 20 ans en Afghanistan, qui a coûté la vie à plusieurs milliers de citoyens afghans ordinaires et de soldats américains, fait des centaines de milliers de blessés et coûté 2 000 milliards de dollars qui auraient pu être consacrés à de bonnes causes. Cependant, nous ne nous faisons pas d'illusions à cet égard. Au cours des 12 derniers mois, nous avons tous vu Washington tenter hypocritement de rejeter sur les autorités actuelles la responsabilité de l'échec de sa guerre de 20 ans et de la détérioration actuelle de

la situation. Dans le même temps, on s'en souvient, en essayant de donner une bonne image des États-Unis, le Président Joe Biden a annoncé que tous les objectifs fixés en Afghanistan avaient été atteints.

Je voudrais rappeler au Conseil que les États-Unis sont entrés en Afghanistan avec une mission spéciale, à savoir lutter contre le terrorisme. En fait, leur arrivée dans ce pays n'a fait que renforcer son statut de centre de terrorisme et de production et de distribution de drogue. Outre la présence d'Al-Qaida et des groupes qui lui sont affiliés, Daech est apparu et a fermement établi son influence en Afghanistan, qui était effectivement contrôlé par les États-Unis et leurs alliés occidentaux. Nous en parlons depuis 2017, mais nos partenaires occidentaux ne l'ont reconnu que récemment. En outre, le potentiel des combattants de Daech n'a cessé de se développer durant tout ce temps, notamment grâce à un appui financier reçu de l'extérieur et à l'afflux de combattants terroristes étrangers rompus au combat dans d'autres situations de crise de par le monde.

La production de drogue a également atteint un niveau sans précédent durant ces années. Le pays est littéralement devenu un terrain fertile pour le terrorisme et la drogue devant nos yeux alors que, comme l'ont affirmé nos collègues occidentaux, c'est pour mener une lutte efficace contre ces menaces que les États-Unis et l'OTAN y ont maintenu leur présence pendant toutes ces années.

Tous nos appels à souligner la menace croissante de Daech en Afghanistan se sont heurtés à la détermination évidente de nos collègues occidentaux à en minimiser la portée, voire à passer sous silence le sujet. Dans le même temps, les États-Unis ont eu de nombreuses occasions et beaucoup de temps, avec les moyens matériels, militaires et techniques nécessaires, pour éliminer le terrorisme en Afghanistan. Les contingents militaires étrangers présents dans le pays ont cependant continué de prétendre avec hypocrisie que le problème de la drogue n'existait pas, alors même qu'à l'époque l'héroïne afghane affluait déjà dans de nombreux pays d'Europe occidentale. Au fil de ces années, les nombreuses questions posées dans cette salle au sujet des hélicoptères non identifiés transportant des combattants de Daech et leurs armes dans diverses régions du pays, y compris le nord, où l'on nous a assurés que les forces de la coalition contrôlaient pleinement la situation, sont restées sans réponse.

Au contraire, durant toutes ces années, nos collègues occidentaux n'ont cessé de parler des efforts visant à renforcer les capacités de combat des Forces nationales

de défense et de sécurité afghanes, l'efficacité de leur formation et leur contrôle de la situation en matière de sécurité.

Dans ce contexte, la situation socioéconomique du pays est restée catastrophique. Soit dit en passant, durant les années soviétiques, plus de 140 entreprises ont été bâties dans le pays, dont un complexe industriel. Elles sont devenues l'épine dorsale de l'économie et ont constitué un fondement solide pour le développement durable et indépendant du pays. De surcroît, des écoles ont été construites, des programmes d'échanges universitaires ont été créés et des programmes de formation mis en place. Combien d'entreprises ont été construites ou restaurées durant les 20 ans de présence de l'OTAN dans le pays ? La réponse est zéro.

En revanche, les milliards de dollars investis ont rempli les poches des laquais corrompus des États-Unis. En conséquence, le pays est devenu entièrement dépendant de l'aide internationale, sans aucune perspective de développement autonome. Il convient d'accorder une attention particulière à la protection de la population civile. À nos collègues occidentaux, qui ont dernièrement préféré ramener toute discussion sur l'Afghanistan à la question des violations des droits de l'homme, nous souhaitons rappeler le comportement irresponsable des forces des États-Unis et de l'OTAN, qui ont régulièrement procédé à des frappes aériennes aveugles contre les Afghans ordinaires, sans parler des raids nocturnes et des exécutions extrajudiciaires de civils, y compris des femmes et des enfants.

Malheureusement, en dépit des rapports publiés par plusieurs organisations non gouvernementales indépendantes sur ces crimes de guerre monstrueux pour tenter d'assurer la justice et d'amener les parties coupables à répondre de leurs actes, aucune enquête n'a jamais été menée en raison du chantage flagrant de Washington. Tout effort entrepris à cet effet par la Cour pénale internationale a été étouffé par les États-Unis en brandissant la menace de sanctions. D'ailleurs, personne n'a été surpris par cette démonstration de cynisme puisque nos collègues américains ont agi de la même manière lorsqu'il s'agissait des crimes de guerre commis par les États-Unis en Iraq.

Alors qu'ils parrainaient le régime corrompu de Ghani, les États-Unis ont tenu des négociations à part avec les Taliban dans le dos du peuple afghan. Celles-ci ont mené à la signature d'un accord portant sur le retrait des forces du pays. Au bout du compte, le peuple afghan, que nos collègues américains ont maintes fois prétendu

être sur place pour protéger, a été abandonné à son sort et s'est retrouvé seul face à la dévastation, à la pauvreté, au terrorisme, à la faim et à d'autres problèmes.

La crise humanitaire et économique généralisée dans le pays est une des plus terribles conséquences de cette intervention militaire. De nombreux experts estiment que la catastrophe humanitaire qui touche l'Afghanistan pourrait faire davantage de morts que 20 ans de guerre. Cependant, au lieu de reconnaître leurs erreurs, de contribuer à la reconstruction et de verser des réparations, les États-Unis et leurs alliés prévoient de régler le problème afghan comme ils en ont l'habitude. Ils ont simplement, pour utiliser un langage politiquement correct, bloqué les ressources financières de l'Afghanistan et déconnecté son système bancaire de la Société de télécommunications interbancaires mondiales (SWIFT), en conséquence de quoi les Afghans pauvres peinent à survivre et un grand nombre d'entre eux sont contraints de vendre leurs organes ou leurs enfants pour tenter de joindre les deux bouts.

En dépit des appels des organismes humanitaires des Nations Unies, des organisations de défense des droits de l'homme et des Afghans eux-mêmes, les États-Unis continuent de retenir illégalement les avoirs étrangers du pays en prétextant diverses violations des droits de l'homme et en invoquant le devoir de payer pour les attentats du 11 septembre, avec lesquels le peuple afghan n'avait rien à voir. Ce comportement irresponsable de la part de la coalition occidentale et son attitude à l'égard de la situation en Afghanistan ne sont pas surprenants, sachant que l'ancienne mission militaire de l'OTAN, la Force internationale d'assistance à la sécurité, qui a ensuite été remplacée par la mission Resolute Support, faisait rapport au Conseil de sécurité comme s'il s'agissait d'une simple formalité.

Dans ce contexte, il est hypocrite de la part de nos collègues occidentaux de tenter de poursuivre le dialogue avec les autorités de facto en maniant le langage des ultimatums et en menaçant d'avoir recours aux sanctions et à plusieurs autres moyens de pression, notamment en limitant les possibilités de résoudre les problèmes urgents de paix et de stabilité avec la participation des acteurs régionaux. Nous sommes également témoins de manœuvres visant à manipuler l'aide et l'assistance humanitaires en exigeant avant tout que les nouvelles autorités afghanes normalisent la situation politique interne et règlent leurs problèmes. Les déclarations véhémentes concernant la nécessité de régler la question des droits de l'homme avant toute autre chose

ne résistent pas à un examen critique. Je souhaite demander à mes collègues si les droits de la personne ne sont pas violés lorsque des femmes et des enfants meurent en raison d'une situation provoquée par leur inaction.

Nous avons souligné à maintes reprises que la stabilité en Afghanistan était essentielle pour parvenir à la paix et à la stabilité dans la région et au-delà. La Russie a toujours œuvré en faveur d'un règlement politique rapide et de la réconciliation nationale dans le pays. Nous demeurons convaincus que c'est aux Afghans qu'il revient de régler ces problèmes. Ce qui nous semble essentiel sont le rétablissement, le développement et la prospérité d'un Afghanistan indépendant et débarrassé des menaces du terrorisme et de la drogue. Nous accordons une attention particulière à la question de l'inclusivité politique et au respect des droits de la personne, en particulier ceux des femmes et des filles. Nos efforts visent à réaliser tous ces objectifs, que ce soit dans le cadre de contacts bilatéraux avec les autorités de facto et les autres Afghans, dans celui du format de Moscou, de réunions de voisins régionaux ou encore par le biais des organisations régionales, à savoir l'Organisation du Traité de sécurité collective et l'Organisation de Shanghai pour la coopération. Nous fournissons également une aide humanitaire active au peuple afghan frère.

Nous sommes pleinement conscients des nouvelles réalités en Afghanistan. Nous soulignons une fois de plus la nécessité d'un dialogue constructif entre la communauté internationale et les Taliban. Nous estimons que ce dialogue nous permettra de relever efficacement les défis de l'inclusivité politique, de la lutte contre le terrorisme et la drogue et de la défense des droits de la personne, en particulier ceux des femmes et des filles. Nous ne sommes cependant pas prêts à accepter les tentatives de nos collègues occidentaux de tourner une page d'histoire en Afghanistan, en imputant l'entière culpabilité aux Taliban et en faisant table rase, comme si les 20 dernières années n'avaient pas eu lieu.

M^{me} Heimerback (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs exposés le Secrétaire général adjoint Griffiths, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général Potzel et M^{me} Morgan Edwards.

Depuis que les Taliban ont pris le pouvoir par la force en Afghanistan, le message de la Norvège est clair : les Taliban seront jugés non pas sur leurs paroles, mais sur leurs actes. Nous avons jusqu'à présent été profondément déçus. L'aggravation immédiate de la situation humanitaire et économique a touché les femmes et les

filles de façon disproportionnée. Et les décisions prises par les Taliban d'exclure les filles de l'enseignement secondaire, de restreindre l'autonomie, l'accès à l'emploi et la liberté de mouvement des femmes, et de dissoudre les institutions qui se consacraient à la promotion de leurs droits ont eu d'autres effets néfastes sur la capacité de l'Afghanistan à se stabiliser et à se relever.

Nous réaffirmons l'exigence de l'ensemble des membres du Conseil de sécurité : les Taliban doivent éliminer promptement les restrictions imposées aux femmes et aux filles afghanes. Nous félicitons la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan de son rapport circonstancié, intitulé « Human Rights in Afghanistan – 15 August 2021 to 15 June 2022 », publié en juillet, et de sa collaboration importante avec les autorités de facto à cet égard. Le rapport fait état d'un nombre alarmant de violations des droits de l'homme attribuées aux autorités de facto, notamment contre les journalistes, d'autres professionnels des médias et les défenseurs des droits de la personne.

Lorsqu'ils ont pris le pouvoir, les Taliban ont endossé la responsabilité de la sécurité et du bien-être du peuple afghan, mais ne l'ont pas honorée. Des millions d'Afghans ont besoin d'aide humanitaire. Séismes, sécheresse, inondations, insécurité alimentaire et manque d'accès aux services de base viennent aggraver la détresse du peuple afghan, alors que l'hiver approche à grands pas. Les restrictions imposées par les Taliban sur l'autonomie, l'emploi et la liberté de circulation des femmes empêchent ces dernières de fournir comme de recevoir une aide vitale et de générer des revenus leur permettant de se procurer de la nourriture et des services de base. Cela a pour la population tout entière des répercussions tragiques.

La Norvège s'inquiète des informations persistantes faisant état d'interférence, de discrimination et de corruption entravant l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations dans le besoin, en particulier les déplacés, les minorités et les ménages dirigés par des femmes. Les enfants demeurent les plus vulnérables. Comme en atteste le récent rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (S/2022/493), l'Afghanistan figure parmi les pays affichant le plus grand nombre de violations graves commises contre des enfants.

On observe également un risque croissant de voir les groupes terroristes renforcer leurs positions en Afghanistan. Les civils meurent du fait de fréquentes attaques terroristes qui continuent de les prendre pour

cible. Le Conseil de sécurité nourrit des attentes claires : le territoire afghan ne doit être utilisé ni pour menacer ou attaquer un pays, ni pour abriter ou entraîner des terroristes.

Le peuple afghan mérite une paix durable. Il mérite un gouvernement légitime qui représente tous les Afghans. Une paix durable ne signifie pas uniquement la fin de la violence ou de la guerre ; elle exige également la fin des atteintes aux droits humains et de la discrimination.

La Norvège reste engagée envers le peuple afghan. Nous entendons continuer d'apporter notre appui aux besoins humains fondamentaux des Afghans et nous ferons tout notre possible pour aider à remédier à la crise économique. Dans ce sens, nous devons poursuivre notre dialogue et nos rencontres avec les autorités de facto. Nous devons faire en sorte qu'elles tiennent leurs engagements. Ce sont elles qui sont responsables au premier chef de protéger la population civile et de répondre à la crise humanitaire et économique en Afghanistan.

M^{me} Bongo (Gabon) : Je remercie le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Martin Griffiths, et le Représentant spécial adjoint, Markus Potzel, pour leurs exposés. Nous avons suivi avec intérêt la présentation de M^{me} Morgan Edwards.

La situation en Afghanistan préoccupe mon pays, par solidarité avec le peuple afghan, mais aussi en raison de ses ramifications et de son impact sur la paix et la sécurité dans l'ensemble de la région, et au-delà. Comme le sait le Conseil de sécurité, un an après la prise de pouvoir par les Taliban, l'absence d'inclusivité politique continue de se poser avec acuité. La diversité du peuple afghan y est peu représentée, les minorités tant ethniques, géographiques, politiques que sociales, y compris les femmes, sont maintenues à la périphérie du processus politique. La récurrence des violations de libertés fondamentales, l'intensification d'attaques de groupes armés opposés aux Taliban, la multiplication d'actes terroristes, notamment d'Al-Qaïda et de Daech, et l'expansion du trafic de stupéfiants plantent un décor terrifiant qui appelle une réaction concertée de la communauté internationale, à la mesure de la détresse du peuple afghan.

Nous saisissons l'occasion pour exprimer notre profonde préoccupation face à la série d'explosions qui a fait 250 morts et blessés ce mois-ci, et condamnons fermement l'attaque survenue le 17 août dernier contre la mosquée Abu Bakar à Kaboul. Nous appelons les

autorités de facto à intensifier leurs efforts dans la lutte contre le terrorisme et dans la protection des populations, responsabilités qui leur incombent.

La stabilisation de l'Afghanistan implique le renforcement de la confiance, la promotion d'une gouvernance transparente et participative, ainsi que la mise en place d'un dialogue politique structuré entre les Taliban et toutes les forces vives afghanes. L'impact et le rôle positif des femmes dans la société n'étant plus à démontrer, nous exhortons les autorités de facto à revenir sur leurs restrictions concernant cette frange importante de la population.

Depuis un an, la crise humanitaire est exacerbée en Afghanistan, en raison, principalement, de la paralysie des institutions bancaires, du poids des sanctions internationales, de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et des effets des changements climatiques, observés notamment à travers une rude sécheresse et de fortes inondations. Près de 5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays sont ainsi à déplorer. Les femmes et les enfants sont, une fois de plus, les premières victimes de cette triple crise économique, environnementale et humanitaire, du fait de leur exclusion et de leur déscolarisation, des mariages forcés, et même de leur commercialisation.

Face à la posture rigide du régime Taliban, qui préfère imposer de plus en plus de restrictions plutôt que de respecter les engagements donnés à la communauté internationale visant l'amélioration des conditions de vie des populations, nous ne devons pas perdre de vue que la destinée de millions de personnes dépend de la mobilisation des bailleurs de fonds. Nous appelons les donateurs à poursuivre leurs efforts en faveur de l'aide humanitaire.

Pour terminer, je voudrais réitérer le plein soutien du Gabon à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et au Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour leurs efforts sur le terrain.

M. Ochoa Martínez (Mexique) (*parle en espagnol*) : Avant tout, je tiens à remercier le Secrétaire général adjoint Griffiths et le Représentant spécial adjoint Potzel de leurs exposés. Nous avons également pris note de l'exposé de M^{me} Morgan Edwards.

Cet après-midi, j'aborderai trois points : la situation humanitaire, la condition des femmes et des filles, et le fléau du terrorisme.

Comme nous l'avons entendu, des millions d'Afghans sont confrontés à une réalité tragique et désolante. Les besoins humanitaires dépassent de loin la capacité de la communauté internationale de fournir un appui à un pays dans lequel 24 millions de personnes nécessitent une aide humanitaire. Dans certaines communautés isolées, les conditions sont même proches de la famine. Comme l'a mentionné le Secrétaire général adjoint Griffiths, les effets des changements climatiques ont exacerbé cette situation critique. Les très fortes pluies de ce mois-ci ont touché des milliers de familles et fait des dizaines de morts.

Face à cette situation, il est impératif de garantir un accès humanitaire sans restriction. Nous appelons à éviter toute interférence dans la distribution de l'aide humanitaire, à autoriser les femmes à participer à ces activités et à ne pas modifier les listes de bénéficiaires. Par ailleurs, il faut prendre les mesures nécessaires, en Afghanistan et à l'étranger, pour que les transferts de fonds destinés à financer les activités humanitaires puissent parvenir à leurs destinataires. Le Mexique souligne de nouveau l'importance de veiller à ce qu'aucune mesure coercitive n'ait d'incidence humanitaire négative.

En ce qui concerne la situation des femmes et des filles, nous déplorons la régression opérée au cours de l'année écoulée. Contrairement à certaines de leurs promesses, les Taliban ont publié plus de 20 décrets restreignant les droits des femmes et des filles, instaurant notamment la ségrégation physique par sexe, des restrictions à la liberté de circulation et d'habillement, et d'abominables retours à des pratiques telles que les mariages forcés, y compris les mariages d'enfants, et les crimes d'honneur.

Interdire aux femmes de travailler obère le pouvoir d'achat des familles. Dans le même temps, ces restrictions réduisent les possibilités de générer des revenus et alimentent le cercle vicieux de la pauvreté, de la faim et de la discrimination. Nous appelons à cesser d'exclure les femmes du marché du travail.

La décision d'interrompre l'enseignement secondaire pour les filles est tout aussi regrettable. Une génération entière de filles ne pourra pas terminer sa scolarité. En prenant des mesures qui limitent la participation des femmes et des filles, les Taliban hypothèquent les chances qu'a l'Afghanistan de sortir de la crise économique et humanitaire.

De surcroît, nous déplorons les exécutions extrajudiciaires et les violations de la liberté d'expression et d'association et d'autres droits humains fondamentaux évoquées dans le rapport de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Nous, communauté internationale, avons la responsabilité de ne pas permettre une nouvelle détérioration de la situation des droits humains de tous les Afghans, y compris les femmes, les filles et les minorités.

Les attaques terroristes de ces derniers mois sont la preuve limpide que la menace des groupes terroristes opérant en Afghanistan est réelle et latente. La plupart des attaques perpétrées par l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan visent les minorités ethniques et religieuses dans des lieux de culte ou des écoles. Le Mexique condamne sans équivoque ces attaques.

Compte tenu de la situation humanitaire critique en Afghanistan, je voudrais conclure en appelant la communauté internationale, en particulier les pays donateurs, à continuer de verser des contributions financières ou de fournir une protection humanitaire aux ressortissants afghans, comme mon pays l'a fait pour plus de 600 personnes. Nous demandons également aux autorités de facto d'annuler immédiatement toutes les décisions qui imposent des restrictions à la vie publique des femmes et des filles, de respecter les droits humains, y compris ceux des minorités, et de veiller à ce que l'Afghanistan ne soit plus jamais un sanctuaire pour les terroristes.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Secrétaire général adjoint Griffiths, le Représentant spécial adjoint Potzel et M^{me} Morgan Edwards de leurs exposés.

Nous voudrions tout d'abord adresser nos condoléances au Pakistan à la suite des inondations dévastatrices qui ont touché le pays cette semaine. Nos pensées vont aux victimes et à leurs familles, et comme l'a indiqué le Ministre de mon pays, Lord Ahmad, nous coopérons avec les autorités pakistanaises pour leur fournir l'appui et l'assistance dont elles ont besoin. Le Royaume-Uni se tient aux côtés du peuple pakistanais en ces temps difficiles.

La Russie a demandé la convocation de la présente séance un an après le retrait des forces internationales de l'Afghanistan. En ce premier anniversaire, nous devons également nous remémorer l'héritage de l'Union soviétique après 10 années d'occupation de l'Afghanistan, de 1979 à 1989, qui a créé les conditions qui ont

conduit à une guerre civile dévastatrice et à l'avènement des Taliban dans les années 90. Aujourd'hui, il est indéniable que la situation en Afghanistan demeure critique et que le peuple afghan est confronté à des besoins pressants. Comme nous l'avons entendu, plus de 24 millions d'Afghans ont besoin d'une aide humanitaire et près de 20 millions sont touchés par une insécurité alimentaire aiguë. La stabilité économique et la fourniture de services essentiels sont cruciales pour mettre fin au cycle de souffrances en Afghanistan. L'injection de liquidités dans le pays reste une nécessité impérieuse pour éviter l'effondrement de l'économie. Bien que le personnel du Royaume-Uni ait quitté l'Afghanistan, nous maintenons notre engagement résolu envers le peuple afghan. Le Royaume-Uni s'est engagé à contribuer 676 millions de dollars à titre d'aide humanitaire en faveur de l'Afghanistan entre avril 2022 et mars 2023. Notre ministre des affaires étrangères a coorganisé la conférence d'annonce de contributions pour l'aide humanitaire des Nations Unies qui s'est tenue cette année, et qui a permis de mobiliser 2,4 milliards de dollars. En comparaison, la Russie n'a rien contribué au plan d'aide humanitaire des Nations Unies, tandis que la Chine a annoncé une contribution de 2 millions de dollars.

En plus de la crise humanitaire en Afghanistan, la situation en matière des droits humains est critique. Des allégations crédibles font état d'exécutions extrajudiciaires, de détentions et de disparitions, notamment de militants de la société civile, d'anciens membres des services de sécurité et d'anciens fonctionnaires. Ces derniers mois ont également été marqués par les restrictions déplorables imposées aux droits et libertés des femmes et des filles, notamment en ce qui concerne leur accès à l'éducation, à l'emploi et aux services, ainsi que leur liberté de circulation et leur tenue vestimentaire. Tout le monde, à l'exception des Taliban, est conscient que la participation pleine, égale et véritable des femmes à la société est une condition indispensable pour un Afghanistan stable et prospère. Les Taliban ont en outre reproduit d'autres erreurs du passé, notamment en donnant refuge au chef d'Al-Qaida, Ayman Al-Zawahiri, dans le centre-ville de Kaboul, en violation de leurs engagements internationaux. Nous appelons une nouvelle fois les Taliban à honorer les engagements qu'ils ont pris de garantir un accès humanitaire sans entrave, fondé sur les principes, dans tout le pays, de garantir le respect des droits humains fondamentaux, en premier lieu ceux des femmes et des filles, et de veiller à ce que l'Afghanistan ne soit plus jamais un environnement favorable pour les groupes terroristes.

Un leadership ferme et cohérent de la part de l'ONU demeure essentiel pour garantir une réponse bien coordonnée et tenant compte des priorités. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan peut compter sur notre soutien inconditionnel dans l'exécution du mandat qui lui a été confié par le Conseil.

Il y a un an, le Conseil a adopté la résolution 2593 (2021), qui énonçait nos attentes communes à l'égard des Taliban. Nous espérons que le Conseil pourra continuer de s'exprimer d'une seule voix afin de faire pression sur les Taliban pour qu'ils honorent leurs engagements et d'aider le peuple afghan à relever les défis qui l'attendent. Nous remercions l'Organisation des Nations Unies de ses efforts constants et inlassables.

M. Mythen (Irlande) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint Griffiths, le Représentant spécial adjoint Potzel et M^{me} Morgan Edwards de leurs exposés d'aujourd'hui.

Il y a deux semaines, nous avons commémoré un anniversaire tragique, car cela faisait une année depuis que les Taliban ont pris le contrôle de l'Afghanistan. Un an plus tard, les Taliban ont prouvé qu'ils n'avaient pas changé. Ils font montre du même comportement injuste et cruel que par le passé, en recourant à la répression et à la peur. Les libertés fondamentales ont été gravement restreintes, tandis que la société civile et les médias afghans, autrefois dynamiques, ont été violemment réprimés. Les personnes qui élèvent la voix pour exprimer leur opposition, y compris les manifestantes, sont victimes d'intimidations, d'arrestations et de détentions arbitraires ou de disparitions forcées. Les défenseurs des droits humains, les militants et les journalistes sont particulièrement en danger. Les Taliban ont tout fait pour rendre les femmes invisibles. Elles sont en train d'être littéralement et systématiquement éliminées de la vie publique. Exclues de la plupart des lieux de travail et soumises à de lourdes restrictions s'agissant de savoir quand elles peuvent quitter leur domicile, les femmes afghanes vivent un véritable cauchemar.

Malgré les condamnations internationales, les Taliban poursuivent leurs attaques impitoyables contre les droits humains. Compte tenu du vide laissé par la Commission afghane indépendante des droits humains, dissoute par les Taliban en mai, un contrôle international rigoureux est encore plus important. Il est essentiel d'appuyer les travaux du service des droits humains de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et du Rapporteur spécial sur l'Afghanistan.

Au cours de l'année écoulée, le peuple afghan a connu des souffrances indicibles, l'effondrement de l'économie ayant provoqué l'une des pires catastrophes humanitaires au monde. Plus de 19 millions de personnes se trouvent toujours en situation d'insécurité alimentaire, et les enfants sont les plus touchés. L'Afghanistan compte désormais le plus grand nombre de personnes en situation d'urgence en matière d'insécurité alimentaire au monde et son système de santé est au bord de l'effondrement. Les énormes besoins humanitaires ont été aggravés par des catastrophes naturelles, dont les plus récentes sont les inondations dévastatrices qui ont touché le centre et l'est de l'Afghanistan.

Nous saluons les efforts déployés par les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires sur le terrain. Ceux-ci sont restés sur place et ont accompli leur travail dans les circonstances les plus éprouvantes qui soient, et ont réussi à faire en sorte que la situation ne dégénère en une famine généralisée. La préservation de l'espace humanitaire est une priorité absolue pour l'Irlande dans le cadre du régime de sanctions. C'est pourquoi nous avons fermement soutenu l'adoption, en décembre, de la résolution 2615 (2021), qui prévoit des dérogations pour raisons humanitaires aux sanctions imposées en vertu du régime de sanctions contre les Taliban créé par la résolution 1988 (2011). De tels efforts visant à apporter de la clarté et à faciliter la fourniture d'une aide humanitaire indispensable sont essentiels, et nous appuyons la mise en place de licences pour favoriser l'acheminement de l'aide. Cependant, à cause des politiques des Taliban, il y a toujours des besoins humanitaires considérables, et il reste impératif de trouver des solutions pour atténuer les effets de l'effondrement économique. Nous devons également être clairs quant aux solutions qui existent au sein même de l'Afghanistan. La reprise économique sera impossible tant que la moitié de la population active afghane sera confinée chez elle et privée de toute possibilité économique. Toute croissance économique future sera impossible si les filles n'obtiennent pas de diplôme d'études secondaires.

En août dernier, nous nous sommes réunis dans cette salle et avons insisté sur le fait que c'était le moment pour la communauté internationale de faire face aux conséquences de son incapacité à tenir compte des nombreux avertissements de la société civile afghane. Malgré les assurances qu'ils ont données à de multiples reprises dans les semaines qui ont suivi leur prise du pouvoir, les Taliban ont affiché un mépris total pour les engagements qu'ils avaient pris envers le peuple afghan

et la communauté internationale. Ils avaient promis de respecter les droits des femmes ; au lieu de cela, les femmes ont été exclues de force et de manière systématique de la vie publique. Ils avaient promis que les filles retourneraient à l'école ; au lieu de cela, les filles n'ont pas été autorisées à aller à l'école pendant 345 jours. Ils avaient promis de contrecarrer et de combattre le terrorisme ; au lieu de cela, nous avons été témoins d'attaques fréquentes contre le peuple afghan, en particulier les minorités, et il a été établi qu'Al-Qaïda continue d'opérer au vu et au su des Taliban. Ni la communauté internationale ni le Conseil ne peuvent rester les bras croisés face à un tel mépris du droit international et des principes qui sous-tendent notre engagement commun envers l'humanité.

Nous devons au peuple afghan de l'écouter, de tenir compte de ses avertissements et d'agir. L'Irlande souligne à nouveau l'importance d'associer la société civile afghane à nos délibérations dans cette salle. La communauté internationale doit démontrer sa solidarité avec le peuple afghan en amenant les Taliban à rendre compte de leurs actes. En août dernier, nous avons indiqué qu'à notre avis, le Conseil devrait être prêt à envisager de nouvelles mesures en mettant à profit tous les outils à notre disposition. Il s'agit notamment de revoir les vastes privilèges qui ont été accordés aux Taliban dans le but d'instaurer la paix et la sécurité. À la lumière de ce que nous avons vu jusqu'à présent, nous ne pouvons ni ne devons nous cantonner au statu quo.

M. de Almeida Filho (Brésil) (*parle en anglais*) :
Le Brésil se félicite de la participation des représentants de l'Afghanistan, de la République islamique d'Iran et du Pakistan à la présente séance. Je tiens également à remercier les intervenants de leurs exposés riches en informations.

Nous souhaitons adresser nos condoléances aux peuples afghan et pakistanais pour les vies perdues à la suite des inondations qui ont frappé leurs pays. Ces récentes destructions viennent s'ajouter à la situation humanitaire extrêmement préoccupante en Afghanistan. Il est à craindre que, comme nous l'avons vu l'année dernière, l'arrivée des mois plus froids n'entraîne une nouvelle détérioration des conditions de vie. La poursuite du dialogue entre la communauté internationale et l'Afghanistan reste une question de vie ou de mort pour des millions de personnes.

Il est douloureux de constater qu'un an après le retrait des forces étrangères du territoire afghan, certaines de nos pires attentes pour l'avenir du pays se

sont confirmées. Cela vaut tout particulièrement pour le fléau du terrorisme. L'attentat perpétré ce mois-ci contre la mosquée Abu Bakar à Kaboul illustre bien à quel point les conditions de sécurité sont précaires. Le Brésil exprime sa solidarité avec les familles des victimes et renouvelle sa condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

Les femmes et les filles restent reléguées au rang de citoyennes de seconde zone en Afghanistan, et leur accès à l'emploi et à l'éducation fait l'objet de restrictions de plus en plus importantes. Malgré la condamnation par le Conseil de sécurité des mesures discriminatoires prises par les autorités de facto, rien n'indique que les Taliban soient disposés à revoir leurs positions. Les aspirations à un gouvernement inclusif, auquel participeraient les femmes et les minorités, demeurent un objectif lointain. Les dirigeants de l'Afghanistan privent de sa dignité la moitié de la population du pays. Au lendemain du retrait des forces étrangères, le Gouvernement brésilien a mis en place une politique de visas humanitaires en faveur des Afghanes et des Afghans menacés par la crise dans leur pays, en accordant une attention particulière aux femmes et aux filles. Plus de 5 000 visas humanitaires ont été délivrés à ce jour, offrant ainsi à des Afghanes et des Afghans la possibilité de reconstruire leur vie en toute sécurité.

Bien que les perspectives de collaboration avec Kaboul ne soient guère encourageantes, nous demeurons convaincus qu'il est important de promouvoir le dialogue avec les autorités de facto. Nous avons à l'esprit les paroles de l'Ambassadrice Deborah Lyons, qui, en tant que Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, nous a rappelé que les Taliban, qui étaient une force insurgée il y a tout juste un an, opéraient une transition pour devenir un gouvernement. À ce stade, il convient d'envisager des échanges techniques qui pourront profiter à la population locale, ainsi que la fourniture de services.

Nous regrettons que le Conseil n'ait pas pu parvenir à un consensus sur la prorogation des exceptions à l'interdiction de voyager pour certaines des personnes figurant sur la liste du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011). Nous craignons que l'incapacité des dirigeants afghans de voyager à l'étranger ne retarde la réintégration du pays dans la communauté internationale. La première expérience des Taliban au pouvoir, avant l'intervention militaire de 2001, a livré un enseignement important : les isoler ne les amènera pas à modérer leurs positions. Empêcher leurs dirigeants

de voyager ne constitue pas une punition pour leur mauvaise conduite, mais c'est une mesure qui restreint les possibilités de dialogue constructif et pragmatique. Le Conseil ne doit pas perdre de vue l'objectif plus général qui consiste à améliorer les conditions de vie de la population afghane. La poursuite du dialogue est une condition essentielle pour favoriser le développement de l'Afghanistan et limiter les souffrances de son peuple.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Secrétaire général adjoint Griffiths et M. Potzel de leurs mises à jour. J'ai aussi écouté attentivement l'exposé de M^{me} Morgan Edwards.

Une année s'est écoulée depuis le retour des Taliban au pouvoir à Kaboul. Une longue année qui, de l'avis général, a été funestement perdue. Comme nous l'avons entendu, la situation globale du pays est critique. L'Afghanistan traverse l'une des pires crises humanitaires qui soient. L'exposé du Secrétaire général adjoint Griffiths se passe de tout commentaire. L'économie est en chute libre et, en un an, les Taliban ont réussi à la réduire d'un tiers. Il n'est donc pas surprenant que la traite des êtres humains et le trafic de drogue soient en hausse. Comme si les catastrophes économiques, humanitaires, naturelles et d'origine humaine ne suffisaient pas, l'Afghanistan continue de souffrir du terrorisme. La présence à Kaboul du chef d'Al-Qaïda, Ayman Al-Zawahiri, a confirmé les craintes exprimées à plusieurs reprises au Conseil quant aux liens persistants et généralisés entre les Taliban et les groupes terroristes transnationaux. Nous demandons aux Taliban de condamner le terrorisme sous toutes ses formes et de rompre leurs liens avec les organisations terroristes.

L'Afghanistan est l'un des pires endroits où être une femme aujourd'hui. Contrairement à leurs promesses, les Taliban sont en train de réduire à néant des décennies de progrès en matière d'autonomisation des femmes dans la société afghane. Ils ont contraint les femmes au silence, les ont privées de leur rôle légitime dans la société et les ont rendues invisibles dans l'espace public. Les jeunes filles sont contraintes de quitter l'école. L'Afghanistan est le seul pays au monde à imposer des mesures aussi révoltantes. Les filles sont soumises à des mariages précoces. Les femmes souffrent de la faim et ont perdu l'accès à leurs droits durement acquis, ainsi qu'à l'éducation et à l'emploi. Sous le régime des Taliban, la vie en Afghanistan a perdu ses couleurs. L'oppression de la moitié de la population constitue le chemin le plus rapide vers la misère et l'obscurantisme perpétuels. Cette pratique bafoue

violemment les normes fondamentales en matière de droits et de dignité. Nous ne pouvons accepter qu'une telle aberration se poursuive, ou pire, qu'elle fasse des adeptes. Les femmes et les filles afghanes ont plus que jamais besoin de notre aide. Nous demandons aux Taliban de changer de cap, de prendre des mesures pour lever les restrictions imposées aux femmes et aux filles, de respecter leurs droits fondamentaux et de répondre aux aspirations du peuple afghan et du monde entier en garantissant leur participation pleine, égale et véritable au monde du travail, à l'éducation et à la vie publique, ainsi que leur liberté de circulation et d'expression. Ce sont là des conditions essentielles à la paix, à la stabilité et au développement à long terme du pays.

L'aggravation de la tragédie qui se joue actuellement en Afghanistan constitue un défi de taille, même pour une communauté internationale unie et réactive. Le régime de facto des Taliban manque de légitimité. Il n'a rien laissé présager de sa capacité de relever les défis existentiels auxquels le peuple afghan est confronté, si ce n'est de les laisser se détériorer ou de les aggraver délibérément. Pareil désordre ne fera qu'alimenter la résistance, créer des tensions et mener à la violence. Nous saluons l'aide et le soutien apportés au peuple afghan en ces heures sombres et appuyons résolument les travaux de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, ainsi que ceux des organisations non gouvernementales qui opèrent dans le pays dans des conditions aussi difficiles. Nous soutenons le peuple afghan dans sa quête d'égalité des droits, conformément aux obligations qui incombent à l'Afghanistan en vertu du droit international, et nous demandons une nouvelle fois aux Taliban de les respecter. Il est indéniable que les Taliban sont aux commandes. Ceux-ci doivent prendre conscience que les décisions qu'ils ont prises jusqu'à présent punissent la population afghane et ne font que les isoler davantage de la communauté internationale, faisant d'eux la seule entité responsable d'avoir précipité le pays dans l'abîme. Les Taliban sont jugés, et seront jugés, sur leurs actes. Il n'est pas très difficile de comprendre, même pour le Taliban sans expérience, que l'on ne peut prétendre avancer si l'on marche à reculons.

M^{me} Thomas-Greenfield (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Secrétaire général adjoint Griffiths et le Représentant spécial adjoint Potzel de leurs exposés.

Je me félicite de la tenue de la présente séance, non pas pour les raisons invoquées par les Russes, mais parce que la situation humanitaire en Afghanistan est

grave, comme l'ont rappelé les intervenants de l'ONU, et requiert notre attention. Les crues soudaines, les tremblements de terre, les avalanches, les sécheresses et le terrorisme ont aggravé une situation déjà désespérée. La crise mondiale de l'insécurité alimentaire, exacerbée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les changements climatiques et les conflits, a été fortement ressentie par le peuple afghan.

Tout le monde ici a entendu les statistiques que le Secrétaire général adjoint Griffiths a présentées, décrivant ce qu'il a qualifié de « crises incessantes ». Les Taliban n'ont pas réussi à subvenir aux besoins du peuple afghan. En l'occurrence, ils ont fait tout le contraire. Les politiques des Taliban répriment et affament le peuple afghan au lieu de le protéger. L'exclusion des voix extérieures par les Taliban signifie que les personnes susceptibles de contribuer à soulager les souffrances liées à ces crises ne sont pas autorisées à apporter leur aide.

La répression et les mauvais traitements infligés aux femmes et aux filles comptent parmi les pratiques les plus odieuses des Taliban. Les Taliban ont refusé aux femmes la possibilité de travailler, une décision à la fois injuste et périlleuse sur le plan économique. La semaine dernière, j'ai rencontré à Chicago un réfugié afghan qui a refait sa vie aux États-Unis. Il ne ferme toutefois pas l'œil de la nuit, car sa femme est toujours là-bas. Elle était instruite, travaillait dans le secteur privé et contribuait à la vie de son pays. Elle vit désormais recluse dans sa maison.

Il est tout aussi scandaleux que les filles n'aient pas été autorisées à retourner à l'école. Cela pose problème tant sur le plan moral que sur le plan économique. L'UNICEF estime que l'économie afghane gagnerait 5,4 milliards de dollars si les Taliban autorisaient les filles à poursuivre leurs études secondaires et à intégrer le marché du travail. De surcroît, les Taliban ayant décrété qu'il valait mieux que les femmes restent chez elles si un homme ne pouvait les accompagner, la quasi-totalité des ménages dirigés par des femmes dans le pays ne mangent pas à leur faim.

Au lieu de solliciter l'aide de la communauté internationale pour surmonter ces crises, les Taliban ont hébergé le chef d'Al-Qaïda dans le centre de Kaboul. Comment les Taliban peuvent-ils espérer nouer des relations avec le monde alors qu'ils offrent un refuge à ceux qui cherchent à nous faire du tort à tous, et je dis bien à tous ?

Ces derniers mois, les Taliban ont même rendu plus difficile l'acheminement de l'aide humanitaire. Ils continuent d'entraver la fourniture de l'aide essentielle dont le peuple afghan a désespérément besoin. Les Taliban ont augmenté les impôts sur l'aide essentielle. Qui plus est, ils ne protègent pas les travailleurs humanitaires. Tout cela pour dire que les Taliban ne subviennent pas aux besoins du peuple afghan en ces temps difficiles.

Néanmoins, les États-Unis n'abandonneront pas et ne détourneront pas le regard. Nous sommes déterminés à aider le peuple afghan. Nous avons travaillé dans le cadre multilatéral de l'ONU et du Conseil de sécurité pour les aider. L'année dernière, nous avons été à la tête des efforts qui ont abouti à l'adoption à l'unanimité de la résolution 2615 (2021), laquelle prévoit une dérogation pour l'acheminement de l'aide humanitaire au peuple afghan. Nous avons fortement appuyé les travaux de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et soutenu la prorogation de son mandat essentiel en mars. Ses bons offices, ses activités de proximité et ses rapports sur les droits humains sont toujours aussi précieux.

Nous avons aussi travaillé au niveau bilatéral pour aider directement le peuple afghan. Les États-Unis sont le premier donateur mondial en Afghanistan. Rien que l'année dernière, nous avons versé plus de 775 millions de dollars d'aide humanitaire directement au peuple afghan et aux Afghans vivant dans la région. Nous sommes fiers d'être le principal bailleur de fonds des opérations conduites par l'ONU en Afghanistan. Nous avons également délivré sept licences générales en vue de permettre au peuple afghan d'exercer une activité économique. En outre, nous appuyons les efforts menés pour protéger, préserver et faciliter l'accès aux quelque 3,5 milliards de dollars d'actifs de la Banque centrale afghane, au profit du peuple afghan.

Soyons clairs : aucun pays qui entend réellement endiguer le terrorisme en Afghanistan ne préconise de donner aux Taliban un accès instantané et inconditionnel à des milliards d'actifs qui appartiennent au peuple afghan. Les pays comme le nôtre qui ont retroussé les manches et ont essayé de régler ce problème voient bien que la Banque centrale afghane a été vidée de sa substance il y a longtemps. Elle ne dispose pas d'un système crédible de lutte contre le blanchiment d'argent. Elle ne dispose pas d'un système crédible de lutte contre le financement du terrorisme. Elle ne dispose pas non plus d'un contrôleur indépendant chargé de vérifier les

améliorations apportées grâce à l'assistance technique. Par conséquent, la Banque centrale afghane n'est actuellement pas en mesure de mener seule une politique monétaire responsable.

Heureusement, il y a une raison pour laquelle la monnaie afghane, l'afghani, est restée stable : les principaux donateurs, dont les États-Unis, ont généreusement versé au pays, depuis août 2021, bien plus de 2 milliards de dollars en aide humanitaire et en programmes relatifs à la satisfaction des besoins essentiels. Nous avons entendu aujourd'hui la Russie dire que ce n'est pas suffisant. La Russie a affirmé, comme d'autres l'ont fait par le passé, que les problèmes de l'Afghanistan étaient la faute de l'Occident, et non des Taliban. Vraiment ? Voici ma question : que fait la Russie pour aider le pays, à part ressasser le passé et critiquer les autres ? Si la Russie s'inquiète de la mort de femmes et d'enfants afghans, comment les aide-t-elle ? À ce jour, la Russie n'a versé que 2 millions de dollars au plan de réponse humanitaire des Nations Unies pour l'Afghanistan. De plus, elle n'a rien versé cette année, pas un centime. Les contributions de la Chine sont tout aussi décevantes. Si les membres du Conseil veulent parler du fait que l'Afghanistan a besoin d'aide, c'est très bien. Cependant, nous leur suggérons humblement de joindre le geste à la parole.

Dans l'intervalle, les États-Unis, ainsi que d'autres partenaires et alliés, dont de nombreux membres du Conseil, continueront de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour épauler le peuple afghan. Nous continuerons de fournir une aide humanitaire. Nous continuerons d'appuyer la MANUA. Nous continuerons de défendre les femmes et les filles en Afghanistan. Nous continuerons de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour aider les mères et les filles, les pères et les fils, le peuple afghan, qui le méritent tant.

M. Agyeman (Ghana) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths, M. Markus Potzel et M^{me} Lucy Morgan Edwards de leurs exposés.

La présente séance nous offre une nouvelle occasion d'évaluer la situation en Afghanistan. Nous restons profondément préoccupés par la situation dans le pays, en particulier les conditions de vie des femmes, des filles et des groupes minoritaires. Nous sommes consternés par les politiques des autorités de facto qui visent délibérément à écarter les femmes de la vie publique afghane, sans aucune représentation des femmes au Gouvernement. À ce jour, plus de 14 millions de femmes et de filles afghanes ont perdu le droit d'aller au travail, au lycée ou

à l'université, ainsi que leur liberté de circulation. Les femmes et les filles afghanes ont besoin du soutien du Conseil de sécurité et de la communauté internationale afin de préserver leurs droits et de faire en sorte que les Taliban respectent leurs anciennes promesses selon lesquelles les femmes seraient en mesure d'exercer leurs droits, notamment de travailler et d'étudier, en vertu de la charia.

Après des décennies de guerre, les risques naturels récurrents, la pauvreté chronique, la sécheresse et l'insécurité alimentaire généralisée, associés à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), ont fait que des millions d'Afghans ont besoin d'une aide humanitaire. Nous soulignons qu'il est urgent de respecter l'engagement de 606 millions de dollars pris lors de l'appel éclair lancé en faveur de l'aide humanitaire en Afghanistan. Nous estimons que le Conseil peut apporter sa pierre à l'édifice en exhortant les donateurs à appuyer les organismes humanitaires afin de leur permettre d'intensifier leurs interventions et d'apporter l'aide dont ont tant besoin les personnes appartenant aux groupes vulnérables de la population, qui subissent actuellement des conditions de vie difficiles et doivent renforcer leur résilience afin d'établir des moyens de subsistance durables. Pour sa part, le Ghana espère que les autorités de facto agiront de bonne foi et s'aligneront sur les efforts mondiaux qui visent à soulager durablement les citoyens afghans. À cet égard, nous saluons l'action infatigable de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et d'autres organisations internationales, qui continuent d'apporter un appui crucial sur le terrain.

Nous sommes profondément préoccupés par les conditions de sécurité et les tueries insensées en Afghanistan et exhortons les autorités de facto à stabiliser la situation et à renoncer aux arrestations arbitraires, aux détentions, à la torture, aux exécutions extrajudiciaires, aux châtiments collectifs et au ciblage de membres de groupes ethniques, tribaux et religieux sur la seule base du soupçon. Toutefois, nous jugeons encourageants les efforts même hésitants en faveur de la réconciliation, manifestés notamment par l'amnistie accordée aux groupes rivaux qui s'abstiennent de combattre les Taliban, et par la main tendue aux anciens ennemis.

Nous déplorons néanmoins que l'Afghanistan soit devenu un environnement permissif pour les groupes terroristes et les militants, et leur fournisse les moyens de se réunir et de planifier des attaques. Dans ce contexte, nous rappelons aux autorités de facto qu'elles

doivent garder à l'esprit leurs obligations en vertu du droit international et veiller à ne pas collaborer avec des terroristes pour transformer l'Afghanistan en sanctuaire. Nous appelons également tous les pays de la région à contribuer à lutter contre les problèmes de sécurité et autres qui se posent dans le pays, compte tenu de leurs intérêts immédiats. Les Taliban doivent comprendre que le Conseil de sécurité et la communauté internationale sont prêts à agir d'une manière qui resserrera encore davantage l'étau où ils sont pris, s'ils devaient maintenir le cap qu'ils ont choisi.

Pour terminer, nous appelons instamment les Taliban à cesser toute forme de discrimination et à lever sans délai toutes les restrictions en vigueur afin de garantir à tous les citoyens afghans, sur un pied d'égalité, le droit de participer librement à la vie civique. Nous exhortons les autorités à diriger leur énergie vers la reconstruction de l'économie du pays, dans l'intérêt du peuple afghan, conformément à l'un des objectifs cardinaux de tout gouvernement.

M. de Rivière (France) : Je remercie M. Griffiths, M. Potzel et M^{me} Morgan Edwards pour leurs interventions.

Ce mois d'août marque un sombre anniversaire. Il y a un peu plus d'un an, l'Afghanistan semblait dans le chaos. Depuis, la situation humanitaire ne cesse de se dégrader. L'Afghanistan fait désormais partie des pays du monde connaissant la pire crise alimentaire, avec près de 20 millions de personnes affectées, dont 6 millions risquant de basculer dans la famine. Les Afghans, en particulier les Afghanes, ne sont plus en mesure de jouir de leurs droits et libertés les plus essentiels. Les responsables de cette situation, nous les connaissons : ce sont les Taliban. Leur prise de pouvoir par la force ainsi que toutes leurs décisions depuis lors ont conduit l'Afghanistan au bord du gouffre.

Les attentes de la communauté internationale avaient pourtant été clairement exposées dans la résolution 2593 (2021), adoptée il y a un an. Elle définissait les prérequis indispensables à la stabilité et à la reconstruction du pays et rappelait les obligations issues des conventions ratifiées par l'Afghanistan, dont la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant.

Malgré le non-respect systématique par les Taliban de leurs propres engagements, la communauté internationale n'a cessé de tendre la main pour aider la

population et laisser la porte ouverte au dialogue. La France a pris toute sa part, avec l'Union européenne, à cet effort. Nous avons répondu, sans attendre, en contribuant à hauteur de 123 millions d'euros depuis septembre dernier. L'Union européenne a déboursé 335 millions d'euros depuis 2021.

Le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2615 (2021) afin de faciliter l'acheminement de l'aide au peuple afghan et de prévenir tout détournement. Mais nous devons garder les yeux ouverts. Les Taliban font le choix de l'isolement. Loin de saisir la main tendue, ils continuent de bafouer leurs engagements, comme en témoigne l'interdiction pour les filles d'accéder à l'enseignement secondaire. Devant les graves violations des droits de l'homme, qui se multiplient, force est de constater que la communauté internationale ne peut pas se fier à ses interlocuteurs.

Le respect des droits de l'homme, et en particulier des droits des femmes, ne peut pas être une variable d'ajustement. Il s'agit d'un principe inscrit dans la Charte des Nations Unies. Les femmes et les filles en Afghanistan, privées de tous leurs droits, sont prisonnières dans leur propre pays. Face à leur situation dramatique, nous ne laisserons aucune place à l'impunité. Nous ne pouvons non plus nous permettre d'apporter une aide au développement qui viendrait conforter les Taliban dans leur violation des droits de l'homme.

La récente neutralisation du chef d'Al-Qaida, Ayman al-Zawahiri, est un autre exemple de la trahison par les Taliban de leurs engagements. C'est un succès pour la lutte contre le terrorisme mais c'est également la confirmation de nos craintes, maintes fois exprimées dans cette enceinte : les Taliban continuent d'offrir refuge et soutien aux groupes terroristes, en particulier à Al-Qaida.

Cinq conditions devront être respectées par les Taliban afin de sortir de leur isolement. Je les rappelle : le départ sûr des Afghanes et des Afghans qui le souhaitent, le libre accès de l'aide sur tout le territoire, le respect des droits fondamentaux de tous, en particulier des femmes et des filles, la constitution d'un gouvernement représentatif, et la rupture totale et concrète des liens avec les groupes terroristes. À ce jour, aucune de ces conditions n'est remplie.

En conclusion, j'aimerais réitérer le plein soutien de la France à la population afghane, sa disponibilité à participer aux efforts nécessaires pour alléger ses souffrances, ainsi que sa pleine coopération avec les Nations

Unies, notamment la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

M^{me} Nusseibeh (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à remercier la Russie d'avoir demandé la tenue de cette séance, qui tombe à point nommé, pour examiner la situation en Afghanistan. Je remercie également nos intervenants, le Secrétaire général adjoint Griffiths, le Représentant spécial adjoint Potzel et M^{me} Morgan Edwards, de leurs exposés.

Une année entière s'est écoulée depuis que les forces internationales se sont retirées de l'Afghanistan et que les Taliban ont pris Kaboul. Durant cette période, nous avons vu les conditions de vie des Afghans ordinaires se détériorer, avec un nombre croissant de personnes exposées à la famine et manquant d'accès à de nombreux services essentiels, tels que les soins de santé. Au cours de l'année écoulée, nous avons entendu des récits déchirants sur la situation humanitaire catastrophique. L'Afghanistan est maintenant le seul pays sur Terre où les filles ne peuvent pas aller au lycée et où les fondamentaux d'une vie digne sont systématiquement refusés aux femmes.

En même temps, la communauté internationale et le peuple afghan s'étaient vus promettre que l'Afghanistan serait mis sur la voie de la stabilité et de la paix. Tel n'a pas été le cas jusqu'à présent, comme l'ont confirmé la présence du dernier dirigeant en date d'Al-Qaida, tué le mois dernier à Kaboul, et une série d'attaques perpétrées par l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan. Les conditions de sécurité alarmantes semblent plutôt s'aggraver que se stabiliser.

Bien sûr, il y avait des problèmes en Afghanistan avant même le début de la pire crise de sécurité alimentaire que le monde ait vue depuis une génération, et qui frappe très durement une population afghane déjà vulnérable, au point que plus de 90 % de la population du pays ont du mal à satisfaire leurs besoins alimentaires de base.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) restera un partenaire crucial pour tenter de remédier à ces graves problèmes et gérer la relation de la communauté internationale avec les Taliban. Nous jugeons par conséquent préoccupant que plus de deux mois se soient écoulés sans nomination pour succéder à la Représentante spéciale Lyons, dont nous saluons les efforts inlassables dans ces fonctions.

Nous demandons énergiquement une nomination rapide et prions instamment le Conseil de collaborer pleinement avec la MANUA.

Je voudrais aborder plus en détail la situation des femmes et des filles en Afghanistan, qui reste profondément inquiétante, et s'aggrave. La crainte que nous avions de voir les Taliban annuler les avancées obtenues en matière d'autonomisation des femmes et des filles au cours des deux décennies passées s'est malheureusement vérifiée. Sur cette question, tout le monde est d'accord autour de la table du Conseil : nous rejetons tous les restrictions imposées aux femmes et aux filles et l'érosion de leur accès à l'égalité des chances. Il ne s'agit pas d'une question de priorités concurrentes ni de normes culturelles ou religieuses. La garantie que les femmes et les filles puissent participer pleinement, sur un pied d'égalité et de façon effective à tous les aspects de la vie fait partie intégrante de ce qui s'impose pour que l'Afghanistan entre dans le XXI^e siècle, et doit rester un élément cardinal des exigences du Conseil.

Par ailleurs, la situation en matière de sécurité est toujours précaire et la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme demeure un défi important. Les rapports du Secrétaire général et de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions indiquent clairement que les menaces posées par Al-Qaida et l'EIL-Province du Khorassan restent une source de préoccupation. Nous rappelons la demande claire qui a été faite par le Conseil à plusieurs reprises, à savoir que le territoire de l'Afghanistan ne soit pas utilisé pour abriter ou entraîner des terroristes. Les Émirats arabes unis appellent les Taliban à honorer l'engagement qu'ils ont pris de lutter contre le terrorisme et le Conseil à utiliser tous les outils à sa disposition à cette fin.

Les Émirats arabes unis constatent également avec de vives préoccupations que l'économie de l'Afghanistan est toujours en chute libre. Selon les estimations de la Banque mondiale, l'économie s'est contractée de 20 à 30 % l'année dernière et les indicateurs humanitaires continuent de se détériorer. Même si la dérogation pour raisons humanitaires au régime de sanctions de 1988, approuvée par le Conseil, était nécessaire pour réduire la pression, elle n'a pas pu et ne pouvait pas permettre de relever les lourds défis liés aux liquidités, à l'accès aux services bancaires et aux fonctions essentielles de la Banque centrale. Ce sont tous des éléments essentiels qui doivent être en place pour stimuler l'activité économique et la reprise économique. Nous sommes conscients que des questions et des contraintes

politiques complexes et importantes sont en jeu ici, mais nous demandons instamment à toutes les parties concernées de redoubler d'efforts pour parvenir à un accord, afin de relancer l'économie afghane. Les Émirats arabes unis sont prêts à contribuer à ces efforts.

Les Émirats arabes unis sont lucides quant à ces défis qui se posent depuis l'année dernière. Cependant, nous n'avons toujours pas de réponse à la question fondamentale de savoir comment aller de l'avant. La réponse de la communauté internationale ne peut pas être d'isoler l'Afghanistan. Il faut maintenir un dialogue adapté avec les Taliban. Couper la communication avec les autorités de facto ne donnera aucun résultat dans les domaines où la communauté internationale souhaite voir des avancées. Toutefois, nous avons besoin d'une stratégie coordonnée et cela fait cruellement défaut dans nos débats aujourd'hui.

Nous souhaitons en outre souligner que les pays musulmans ont un rôle particulier à jouer en ce qui concerne le dialogue avec les Taliban, pour promouvoir le dialogue religieux et culturel, le respect de la diversité et l'élimination de la discrimination. L'Organisation de la coopération islamique (OCI), aux côtés d'autres organisations régionales, joue un rôle important à cet égard. En leur qualité de membre de l'OCI, les Émirats arabes unis sont disposés à contribuer à de nouveaux efforts en faveur de la stabilité et de la prospérité de l'Afghanistan et de son peuple, comme nous l'avons fait au cours des cinq dernières décennies, en fournissant plus de 2 milliards de dollars à titre d'aide humanitaire.

Depuis août 2021, nous sommes témoins de nouveaux défis politiques et économiques mondiaux qui ont bouleversé notre système international. Nous ne pouvons pas laisser les Afghans ordinaires faire les frais d'un monde de plus en plus divisé. En ce qui concerne l'Afghanistan, les pays représentés dans cette salle devraient pouvoir trouver un terrain d'entente et s'exprimer d'une seule voix. Les Émirats arabes unis continueront de travailler en collaboration avec tous les membres du Conseil pour faire face aux défis qui attendent l'Afghanistan, sur la base d'une démarche constructive. Cet objectif doit rester notre priorité.

M. Ndung'u (Kenya) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je remercie le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour l'Afghanistan Markus Potzel et M^{me} Lucy Morgan Edwards de leurs exposés.

Le Kenya voudrait exprimer sa solidarité aux Afghans dans leur quête inlassable de paix, de justice et de progrès. Nous avons vu comment ils ont fait preuve d'une résilience exceptionnelle face à des défis inédits. Outre le conflit prolongé, qui a détruit des millions de vies et de moyens de subsistance, le peuple afghan a été touché par de nombreuses autres catastrophes anthropiques et naturelles. Tout récemment encore, des inondations ont fait plus de 180 morts et détruit des milliers d'habitations. En juin, un tremblement de terre dévastateur a fait plus de 1 000 morts.

À cela s'ajoutent d'autres formes d'insécurité liées au climat, ainsi que la hausse des prix des denrées alimentaires dans le monde. Tous ces facteurs ont donné lieu à une situation humanitaire grave à laquelle les programmes d'aide humanitaire déjà limités ne peuvent faire face. Alors que l'hiver approche, nous demandons à la communauté internationale d'intervenir de toute urgence et de fournir toute l'aide nécessaire aux plus de 23 millions d'Afghans qui ont besoin d'assistance.

Malheureusement, un an après la prise du pouvoir par les Taliban, le peuple afghan n'est pas mieux loti qu'avant. Au contraire, sa situation a empiré. Il incombe à la communauté internationale dans son ensemble et aux Taliban de créer les conditions propices pour permettre aux Afghans de prendre leur destin en main et de définir la voie de leur développement socioéconomique. Il est temps pour la communauté internationale de trouver les moyens de dialoguer avec les Taliban, afin de définir des objectifs politiques réalisables à court terme et de reconstruire l'économie et le tissu social de l'Afghanistan.

L'objectif final doit être de faire en sorte que l'aide humanitaire et les autres formes d'aide au développement permettent de garantir la reprise et la viabilité économiques et de réduire la dépendance à l'aide. À cet égard, un tel dialogue doit porter entre autres sur les moyens de garantir que les actifs gelés de l'Afghanistan soient débloqués de manière structurée, dans le cadre d'un mécanisme de contrôle transparent, pour aider l'économie en difficulté. Toutefois, nous estimons que pour que ce dialogue ait lieu, les Taliban doivent s'engager en paroles et en actes à respecter deux impératifs fondamentaux.

Premièrement, les Taliban doivent s'engager à garantir le respect des droits des millions d'Afghans sans aucune discrimination fondée sur le sexe, l'âge, l'ethnie ou la religion. Ils doivent en particulier accorder aux femmes et aux filles les mêmes droits et les mêmes

chances que leurs concitoyens masculins dans tous les domaines, notamment l'accès à l'éducation, les possibilités d'emploi, l'accès à des postes de direction à tous les niveaux et la liberté d'association et de mouvement. Nous attendons des Taliban qu'ils associent les femmes à tous les niveaux et qu'ils tiennent compte de leurs opinions dans l'élaboration de politiques non discriminatoires visant à relever les défis auxquels le pays est confronté.

Deuxièmement, les Taliban doivent se dissocier des groupes terroristes inscrits sur les listes de l'ONU et faire en sorte que l'Afghanistan ne soit plus une base utilisée par les groupes terroristes, tels que Daech et Al-Qaïda, pour lancer des attaques en Afghanistan et ailleurs.

Pour sa part, la communauté internationale, en particulier les membres du Conseil de sécurité, doit garder à l'esprit les intérêts du peuple afghan en ce qui concerne cette situation. Il est alarmant que les grandes puissances continuent de poursuivre des objectifs opposés, en tirant parti de la détérioration de la situation pour promouvoir leurs propres intérêts au détriment du bien-être de millions d'Afghans.

Pour terminer, nous réaffirmons notre solidarité indéfectible avec le peuple afghan et sommes disposés à appuyer tous les efforts visant à garantir sa sécurité et son bien-être.

M^{me} Kamboj (Inde) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de remercier la délégation russe d'avoir demandé la tenue de la présente séance, qui nous donne l'occasion de faire le point sur la situation en Afghanistan. Je remercie également les intervenants de leurs exposés.

Comme nous l'avons déclaré à maintes reprises devant le Conseil de sécurité, l'Inde a un intérêt direct à ce que la paix et la stabilité soient rétablies, en tant que pays voisin et partenaire de longue date de l'Afghanistan et compte tenu de ses liens historiques et civilisationnels étroits avec le peuple afghan.

Pour répondre aux besoins humanitaires du peuple afghan, ainsi qu'aux appels urgents lancés par l'ONU, l'Inde a envoyé plusieurs cargaisons d'aide humanitaire en Afghanistan. Nous avons envoyé notamment 32 tonnes d'aide médicale en 10 lots, contenant des médicaments essentiels qui permettent de sauver des vies, des médicaments contre la tuberculose et 500 000 doses de vaccin contre la maladie à coronavirus (COVID-19).

Ces fournitures médicales ont été remises à l'Organisation mondiale de la Santé et à l'hôpital pour enfants Indira Gandhi de Kaboul.

À ce jour, l'Inde a également envoyé plus de 40 000 tonnes métriques de blé en Afghanistan. Pour garantir une distribution juste et équitable du blé fourni par l'Inde, le Gouvernement indien a signé avec le Programme alimentaire mondial un accord concernant la distribution du blé en Afghanistan.

Pour suivre de près et coordonner les efforts fournis par les différentes parties prenantes aux fins de l'acheminement efficace de l'aide humanitaire et dans la continuité de notre collaboration avec le peuple afghan, nous avons également dépêché une équipe technique indienne à notre ambassade, à Kaboul.

Comme toujours, notre approche en ce qui concerne l'Afghanistan sera guidée par notre amitié historique et nos relations privilégiées avec le peuple afghan. Je voudrais donc saisir cette occasion pour réaffirmer notre ferme conviction que l'aide humanitaire doit être fondée sur les principes de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. L'aide humanitaire doit être fournie sans discrimination et être accessible à tous les Afghans. Plus précisément, l'aide doit parvenir en priorité aux plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les minorités.

L'Inde présidait le Conseil de sécurité en août 2021 lorsque la résolution 2593 (2021) a été adoptée (voir S/PV.8848). Cette résolution énonçait les attentes de la communauté internationale en termes clairs et objectifs. Il s'agissait notamment de veiller à ce que le territoire afghan ne soit pas utilisé pour lancer des attaques terroristes contre d'autres pays, de former un gouvernement véritablement inclusif et représentatif, de lutter contre le terrorisme et le trafic de drogues, et de protéger les droits des femmes, des enfants et des minorités. Le même message a été repris dans des résolutions ultérieures, y compris récemment dans la résolution 2626 (2022). Compte tenu de ces critères, la situation actuelle est effectivement préoccupante.

En ce qui concerne le terrorisme, selon les récentes conclusions du rapport de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011), les autorités en place doivent prendre des mesures beaucoup plus fermes pour honorer leurs engagements en matière de lutte contre le terrorisme. On constate une intensification notable de la présence de l'État islamique

d'Iraq et du Levant-Khorassan (EIIL-K) dans le pays et de sa capacité de mener des attaques. L'EIIL-K, dont la base se trouverait en Afghanistan, continue de brandir la menace d'attentats contre d'autres pays.

La série d'attentats perpétrés contre des lieux de culte de communautés minoritaires, notamment l'attentat perpétré récemment contre le gurudwara sikh de Kaboul le 18 juin, suivi de l'explosion d'une autre bombe près du même gurudwara le 27 juillet, est particulièrement préoccupante. Les liens entre les groupes inscrits sur la Liste tenue par le Conseil de sécurité, tels que Lashkar-e-Tayyiba et Jaish-e-Mohammed, ainsi que les déclarations provocatrices d'autres groupes terroristes opérant depuis l'Afghanistan, constituent une menace directe pour la paix et la stabilité dans la région. Nous devons voir des progrès concrets s'agissant de garantir que ces groupes et entités terroristes et leurs émanations ne reçoivent aucun appui, tacite ou direct, que ce soit du territoire afghan ou des sanctuaires de la terreur basés dans la région.

Sur le plan politique, l'Inde continue de plaider pour que le pouvoir politique en Afghanistan soit représentatif de toutes les composantes de la société afghane. Un gouvernement largement ouvert, inclusif et représentatif est nécessaire pour le dialogue dans le pays et les échanges internationaux.

Nous exprimons également notre inquiétude quant aux faits nouveaux en Afghanistan qui ont des conséquences directes sur le bien-être des femmes et des filles. Nous nous joignons à l'appel lancé par d'autres pour garantir la protection des droits des femmes et des filles et pour veiller à ce que les acquis obtenus de haute lutte au cours des deux dernières décennies ne soient pas réduits à néant.

La paix et la sécurité en Afghanistan sont une nécessité absolue que nous devons tous nous efforcer de concrétiser collectivement. L'Inde continuera de jouer son rôle dans la poursuite de cet objectif. Les intérêts de la population afghane resteront au cœur de notre action en Afghanistan.

Le Président (*parle en chinois*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Chine.

Je remercie la Fédération de Russie d'avoir pris l'initiative d'organiser la présente séance. Je remercie également de leurs exposés le Secrétaire général adjoint Griffiths, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général Potzel et M^{me} Morgan Edwards.

Il y a exactement un an, Kaboul vivait le moment le plus surréaliste de son histoire. Les troupes étrangères étaient évacuées en toute hâte de l'aéroport, d'où l'on pouvait entendre les échos d'explosions. Des civils tombaient d'avions militaires qui décollaient de force, et des soldats tiraient sur des civils innocents. Le monde a été choqué par tous ces signes de chaos. La guerre, qui a duré deux décennies, s'est terminée dans la panique, le chaos et l'ignominie. En repensant à ces 20 années, nous ne pouvons nous empêcher de nous demander ce que cette guerre a accompli.

La guerre, qui a été menée au nom de la lutte contre le terrorisme, n'a pas permis d'éliminer les forces terroristes en Afghanistan. Au lieu de cela, les activités terroristes ont pris de l'ampleur et les forces terroristes, telles que Daech, continuent de s'étendre. La guerre a fait plus de 200 000 morts, dont 50 000 civils afghans, plus de 60 000 membres de la police militaire et des milliers de soldats étrangers. Elle a laissé des millions de personnes sans abri et déplacées. Derrière chaque vie perdue, il y a une famille dans l'angoisse. Vingt ans de plus ne suffiront peut-être pas à panser leurs plaies. La guerre, menée au nom de la transformation démocratique, n'a pas apporté la paix, la stabilité ou la prospérité, mais a laissé derrière elle un pays fragmenté et brisé. Malgré le retrait des troupes étrangères, l'impact de la guerre se fait toujours sentir et la population afghane continue de subir ses diverses conséquences.

Le fiasco des 20 dernières années prouve une fois de plus que l'intervention militaire et la politique de la canonnière ne sont pas la voie à suivre. Les modèles étrangers et la transformation démocratique ne peuvent pas gagner les cœurs et les esprits de la population, et il faut faire en sorte que la tragédie en Afghanistan ne se reproduise jamais. La Chine a toujours insisté sur le fait que le retrait des troupes étrangères ne marquait pas la fin des responsabilités, mais plutôt le début d'un processus de réflexion et de correction. Les pays concernés auraient dû réfléchir sérieusement à leurs erreurs et les corriger rapidement au lieu de s'en aller en haussant les épaules.

Malheureusement, au lieu de s'acquitter dûment de leurs responsabilités, les pays concernés ont suspendu l'aide au développement, gelé les avoirs afghans et imposé un isolement politique et un blocus. Ainsi, ils ont non seulement fui leurs responsabilités et abandonné le peuple afghan, mais ils ont aussi perpétué leurs erreurs et exacerbé les souffrances du peuple afghan. L'absence totale de réflexion qui pourrait indiquer une

certaine humilité ou d'efforts sincères visant à corriger les erreurs commises est encore plus déconcertante. Au contraire, nous sommes témoins d'accusations et d'attaques malveillantes lancées contre d'autres.

Avec le retrait des troupes étrangères, le peuple afghan a l'occasion de véritablement prendre son destin en main. Au cours de l'année écoulée, nous avons vu le Gouvernement intérimaire afghan à l'œuvre et les conditions de sécurité se sont nettement améliorées. Le Gouvernement intérimaire a favorisé le dialogue politique et a récemment organisé une nouvelle *loya jirga*. Il y a actuellement beaucoup à faire dans le pays, et sa reconstruction pacifique est confrontée à de multiples défis. Le pays a encore un long chemin à parcourir.

Nous attendons du Gouvernement intérimaire afghan qu'il adopte des politiques intérieures et étrangères saines et inclusives, qu'il préserve et améliore activement les moyens de subsistance de la population, qu'il combatte résolument le terrorisme et qu'il vive en harmonie avec tous les pays, y compris ses voisins. La communauté internationale doit aider l'Afghanistan à promouvoir une réconciliation pacifique, à rétablir les services publics et les activités commerciales, et à prendre part à la coopération économique et commerciale régionale et internationale.

La communauté internationale doit intensifier sa collaboration avec le Gouvernement intérimaire afghan de manière rationnelle et pragmatique. Depuis 2019, afin de faciliter le dialogue sur la paix et la stabilité dans le pays, sur la base d'une proposition des États-Unis, le Conseil de sécurité a accordé des dérogations à l'interdiction de voyager pour certains membres des Taliban. Dès le début, cette mesure n'a pas été conçue comme une récompense pour quiconque ni comme une monnaie d'échange dans les négociations sur d'autres questions.

Malheureusement, certains membres du Conseil s'opposent désormais à la prolongation de ces dérogations, invoquant le fait que les Taliban n'ont pas respecté leur engagement à défendre les droits des femmes et des filles. Il est indéniable que les droits des femmes et des filles afghanes doivent être garantis, et nous attendons des efforts de la part des autorités afghanes à cet égard. Pour autant, il n'est pas raisonnable d'associer ces deux questions. Mettre fin aux dérogations ne ferait que fermer la porte au dialogue et exacerber les antagonismes et la division, et cela n'aura jamais l'effet escompté. Nous appelons les pays concernés à adopter une position constructive en appuyant la prorogation de la dérogation en place.

Comme nous l'avons entendu dans les exposés, la situation humanitaire dans le pays est grave, et il y a de quoi s'inquiéter pour la survie et le développement de dizaines de millions de personnes, y compris des femmes et des filles. Un grand nombre de femmes et de filles n'ont ni de quoi manger ni de quoi se vêtir, et certaines familles sont même contraintes de vendre des organes ou leurs enfants pour survivre. Sans nourriture, la survie est inconcevable. Comment pouvons-nous espérer que les filles aillent à l'école ou que les femmes participent à la vie politique dans de telles conditions ? Il est hypocrite du point de vue éthique et funeste du point de vue pratique d'appeler au respect des droits des femmes et des filles en Afghanistan tout en réduisant l'aide humanitaire et au développement fournie au pays et en s'obstinant à maintenir en place les sanctions unilatérales contre l'Afghanistan.

La situation humanitaire et économique actuelle du pays est liée à la stagnation économique et au manque de liquidités résultant des sanctions étrangères. Les avoirs de l'Afghanistan à l'étranger appartiennent au peuple afghan, et le gel de ces avoirs revient à le priver de fonds qui pourraient sauver des vies. Nous rappelons que plus de 70 universitaires de renom ont publié une lettre ouverte ce mois-ci, dans laquelle ils appellent les États-Unis à restituer immédiatement l'intégralité des avoirs gelés, soulignant qu'il est arbitraire et injustifié de fractionner les 7 milliards de dollars gelés. Nous exhortons une fois de plus les États-Unis à restituer l'intégralité de ces avoirs à l'Afghanistan, sans condition ni délai.

En tant que plus grand voisin de l'Afghanistan, la Chine a toujours fermement appuyé la paix, la stabilité et le développement de ce pays, et elle déploie des efforts considérables à cet effet. Depuis l'hiver dernier, le Gouvernement chinois a fourni une aide d'urgence pour un montant total de 300 millions de yuans au pays et importé plus de 1 400 tonnes de pignons de pin afghans par voie aérienne, aidant ainsi le peuple afghan, dont de nombreuses mères de famille, à améliorer ses revenus. Hormis sa contribution au plan d'intervention de l'ONU pour l'Afghanistan, la Chine versera le milliard de yuans d'aide bilatérale annoncée, et elle renforcera activement sa coopération économique et commerciale avec l'Afghanistan et promouvra l'intégration du pays aux efforts régionaux.

L'aide de la Chine à l'Afghanistan est tangible, conformément à ses promesses. Cette aide profite aux citoyens ordinaires, et reflète l'égalité et le respect mutuel. Nous demandons instamment à la communauté

internationale, en particulier les pays responsables de la guerre, de prendre des mesures concrètes pour continuer d'aider le peuple afghan, plutôt que de l'abandonner ou de le punir. L'Afghanistan a besoin de l'aide de la communauté internationale, et le monde a de son côté besoin d'un Afghanistan pacifique et stable.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : À un moment dans leur longue argumentation, nos collègues américains ont appelé la Russie et la Chine à mettre la main au portefeuille et à payer pour la reconstruction de l'Afghanistan. Ils ont affirmé que les États-Unis et leurs alliés étaient les seuls à payer, alors que la Russie et la Chine ne feraient que brasser de l'air. Le cynisme de telles déclarations est effarant. On nous demande de contribuer à la reconstruction d'un pays dont l'économie a en fait été détruite par 20 ans d'occupation des États-Unis et de l'OTAN. C'est-à-dire qu'au lieu d'admettre leurs erreurs et de tenter de les corriger, ils nous reprochent maintenant de ne pas vouloir payer la facture. Voilà une proposition très originale, même si, depuis un certain temps, plus rien ne nous surprend. Je voudrais dire à nos anciens partenaires occidentaux que non, c'est à eux de payer pour les erreurs qu'ils ont faites. Mais ils doivent commencer par rendre au peuple afghan l'argent qu'ils lui ont volé.

Nous avons aidé et continuerons d'aider l'Afghanistan. Nous recommandons à nos collègues occidentaux de verser des compensations aux Afghans pour 20 ans d'une occupation insensée qui a détruit l'Afghanistan et qui force aujourd'hui son peuple à se battre pour survivre. Tout ne se mesure pas en termes monétaires. Les vies perdues et les personnes mutilées durant les combats alors que les pays occidentaux essayaient d'implanter la démocratie en Afghanistan ne peuvent pas être mesurées en termes monétaires, et les États-Unis ne peuvent acheter la loyauté du peuple afghan, qu'ils semblent avoir définitivement perdue.

Le Président (*parle en chinois*) : La représentante des États-Unis a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M^{me} Thomas-Greenfield (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je serai brève. Je voudrais simplement dire que si la Fédération de Russie estime qu'il y avait une économie afghane à détruire, elle l'a été par les Taliban.

Je tiens également à préciser que les États-Unis n'ont pas tourné le dos à l'Afghanistan. Nous sommes restés dans le pays et nous continuons de fournir une aide essentielle au peuple afghan. Nous collaborons étroitement avec la communauté et les partenaires internationaux pour contribuer à la création de mécanismes qui protégeront, préserveront et verseront, sur une base limitée, les avoirs de la Banque centrale d'Afghanistan pour que le peuple afghan en bénéficie.

Je veux aussi dire clairement que ces fonds ne seront pas mis à disposition des Taliban pour accomplir leurs desseins, qui ne contribuent pas au bien-être des Afghans.

Le Président (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afghanistan.

M. Faiq (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette séance d'information très opportune sur la situation humanitaire et économique en Afghanistan. Je tiens également à remercier le Secrétaire général adjoint, Martin Griffiths, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, M. Markus Potzel, et M^{me} Lucy Edwards de leurs exposés et de leurs appels urgents concernant la situation humanitaire en Afghanistan.

Nous examinons la situation en Afghanistan un an après que les Taliban se sont emparé du pouvoir par la force en Afghanistan. Comme nous l'avons entendu dans l'exposé de M. Griffiths, l'Afghanistan est en proie à une des pires crises sociales, politiques, économiques et humanitaires au monde. La population subit les effets conjugués de multiples catastrophes naturelles et anthropiques, notamment les inondations, la pauvreté, le chômage, les déplacements et les migrations. Les femmes et les filles, qui représentent la moitié de la population, sont privées de leurs droits légitimes et sont systématiquement éliminées de la vie sociale et publique. Les portes des écoles secondaires pour filles sont toujours fermées ; nos jeunes n'ont aucun espoir dans l'avenir. Les citoyens afghans issus de divers groupes religieux et ethniques restent extrêmement vulnérables. Les cadres et les personnes diplômées, le capital humain, ne trouvent pas de travail ou sont licenciés ou contraints de quitter le pays. En outre, il y a des allégations crédibles de détention, de torture, d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées visant d'anciens membres des forces de sécurité, des journalistes, des militants des droits humains, des manifestants et des civils accusés d'avoir des liens avec les forces de la résistance dans les provinces de Baghlan, du Panjchir et de Takhar, mais

aussi de peines collectives et de déplacements forcés orchestrés par les Taliban dans ces provinces. Globalement, les perspectives d'édification d'un Afghanistan sûr, stable et prospère sont plus que sombres.

La bonne nouvelle, c'est que par rapport aux années précédentes, il y a une baisse sensible du nombre de victimes civiles, une hausse des recettes nationales et un net recul de la corruption. Cependant, les Taliban, autorités de facto, n'ont remporté la confiance ni nationale ni internationale, et ils n'ont pas non plus tenu leurs engagements sur des questions clefs, notamment la réouverture des écoles de filles, le respect des droits fondamentaux de tous les citoyens, en particulier ceux des femmes et des filles, et la mise en place d'un système responsable, fonctionnel et inclusif pour venir efficacement à bout des crises en cours. Au lieu de lancer l'Afghanistan sur la voie du développement économique et de l'autosuffisance, les Taliban ont continué de consolider leur autorité rigide en imposant des restrictions aux citoyens et en monopolisant le pouvoir, notamment par le truchement d'assemblées de théologiens.

La situation actuelle a déclenché un mécontentement au sein de la population et a amplifié la résistance civile et militaire face aux Taliban. En outre, des informations crédibles évoquent la présence de groupes terroristes régionaux et internationaux en Afghanistan, ce qui fait craindre que le pays ne redevienne un refuge pour le terrorisme et l'extrémisme. J'en veux pour preuve les multiples attaques terroristes perpétrées récemment par l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan, ou encore l'assassinat, à Kaboul, du chef d'Al-Qaida, Ayman Al-Zawahiri. Ce qui se passe aujourd'hui en Afghanistan ne restera pas cantonné en Afghanistan. Venir à bout de ces menaces et défis communs requiert une coopération collective et sincère de toutes les parties prenantes : les Afghans, Taliban compris, et les partenaires régionaux et internationaux.

Au nom du peuple afghan, je souhaite appeler une nouvelle fois à un dialogue national qui permettra de sortir de l'impasse actuelle et donnera au peuple afghan la possibilité de discuter et de convenir de questions clefs en définissant un cadre ou une feuille de route propice à la formation d'un système représentatif et inclusif. Je tiens à souligner que seul un système fonctionnel, responsable et sans exclusive, fondé sur le bien-être de la population, sur l'état de droit et sur la justice, et qui associe des personnalités et professionnels crédibles et réputés de tous horizons, y compris des femmes, sera susceptible de sauver l'Afghanistan de la

crise humanitaire actuelle et de faire cesser le cycle de la guerre. Cela ne peut se faire sans l'appui de l'ONU, organisation légitime et crédible à même d'engager un dialogue actif avec toutes les parties prenantes et de tracer la voie vers la paix, la stabilité et la prospérité en Afghanistan.

Si nous apprécions sans réserve l'action et les efforts de l'ONU en Afghanistan, nous exigeons que, au-delà de l'aide humanitaire, elle y renforce son rôle et sa mobilisation. Dans ce contexte, nous appelons le Conseil de sécurité et tous les partenaires internationaux à accompagner et faciliter le dialogue interafghan et l'élaboration d'une feuille de route politique globale propre à guider tous les efforts pertinents visant l'avènement d'un Afghanistan inclusif, stable et prospère. Je tiens à remercier les membres du Conseil qui, durant leur prise de parole, ont réaffirmé leur détermination à appuyer le peuple afghan, en particulier les Afghanes.

Pour garantir l'efficacité de l'aide et l'acheminement d'une assistance aux groupes vulnérables qui en ont désespérément besoin, il faut mettre en place un mécanisme transparent et responsable, qui supervise l'aide humanitaire en Afghanistan et en rend compte. Je tiens à souligner que l'aide humanitaire n'est qu'une solution de court terme, et que l'Afghanistan a besoin d'une aide au développement inscrite dans un système transparent, lequel doit inclure, entre autres conditions, la pleine transparence de l'exécution budgétaire. Nous apprécions vivement aussi les efforts constants des pays voisins et des pays de la région pour appuyer le peuple afghan, y compris les migrants et réfugiés afghans, notamment en organisant des conférences et en publiant des déclarations de soutien.

J'appelle les Taliban à protéger et respecter les droits fondamentaux de tous les citoyens afghans, sans préjugés fondés sur l'identité ethnique, religieuse ou de genre. Il s'agit notamment de rouvrir les écoles de filles et de rétablir le plein respect des droits des femmes. Les autorités Taliban doivent honorer l'amnistie qu'elles ont annoncée, mettre immédiatement fin à la détention, à la torture, au déplacement forcé et à l'exécution extrajudiciaire d'anciens membres des forces de sécurité et de civils, et traduire en justice les auteurs de tels actes, qui violent le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire, ainsi que les valeurs et principes islamiques. Les citoyens afghans vivent ensemble dans la paix depuis des milliers d'années, sans minorité ni majorité. L'inclusion est impérative pour le développement social, politique et économique de notre pays.

Pour terminer, je prie le Conseil de sécurité et tous les partenaires régionaux et internationaux d'adopter une position unie et une démarche cohérente dans leur mobilisation sur la question afghane. Le peuple d'Afghanistan souffre énormément du conflit prolongé et des guerres qui lui ont été imposés. Nous espérons que le Conseil de sécurité restera pleinement mobilisé pour appuyer le peuple afghan et qu'il agira, conformément aux principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et au mandat qu'elle lui confie, pour assurer la paix et la stabilité en Afghanistan.

Le Président (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la République islamique d'Iran.

M^{me} Ershadi (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je remercie la Fédération de Russie d'avoir demandé la tenue de l'importante séance d'aujourd'hui et je vous remercie, Monsieur le Président, de l'avoir convoquée. Je remercie également les intervenants de leurs exposés éclairants.

Un an à peine après le retrait irresponsable des forces étrangères et la prise de contrôle du pays par les Taliban, l'Afghanistan est désormais confronté à plusieurs crises interconnectées et chevauchantes. La situation humanitaire est particulièrement grave. Environ 25 millions de personnes vivent aujourd'hui dans la pauvreté, et beaucoup ont faim. En outre, une sécheresse persistante exacerbe l'insécurité alimentaire, et les droits humains continuent d'être foulés aux pieds, notamment ceux des femmes et des filles, qui se voient toujours privées de l'accès à l'éducation. Entre-temps, les autorités de facto ne s'acquittent toujours pas de leurs obligations internationales.

Cette situation catastrophique engage la responsabilité des forces étrangères qui ont illégalement envahi et occupé l'Afghanistan au prétexte de lutter contre le terrorisme, mais n'ont fait que semer la dévastation, et leur impose certaines obligations. Elle rappelle aussi qu'intervenir militairement dans d'autres pays, en prétextant combattre le terrorisme et en prétendant apporter la démocratie, la paix et la prospérité, porte atteinte non seulement à nos valeurs communes, mais également aux États et aux peuples concernés.

Dans ce contexte, je voudrais insister sur les éléments suivants. La communauté internationale doit continuer d'appuyer l'Afghanistan, notamment par une aide humanitaire et au développement, laquelle a été primordiale pour maintenir les Afghans en vie, pour

préservé les services essentiels et pour fournir un appui à l'économie. Nous demandons une fois de plus la restitution des avoirs gelés appartenant au peuple afghan, car elle est indispensable pour aider l'économie afghane et sauver des vies. Cette question ne doit être ni politisée ni assortie de conditions.

Les Taliban doivent tenir compte des appels répétés de la communauté internationale en faveur de la formation d'un gouvernement inclusif qui reflète fidèlement la société multiethnique afghane. Un gouvernement ouvert à tous est le seul moyen de garantir et de protéger les droits de tous les Afghans, y compris les femmes et les filles, ainsi que les minorités linguistiques, raciales et religieuses. En dépit de ces appels répétés, les Taliban n'ont fait aucun effort concret pour garantir une véritable inclusion politique et ethnique au sein du Gouvernement. La formation d'un gouvernement inclusif est une condition *sine qua non* de sa reconnaissance internationale.

Les informations qui se font jour sur la résurgence en Afghanistan de Daech, d'Al-Qaïda et des entités qui leur sont affiliées sont alarmantes, en particulier à la lumière de la vague d'attaques terroristes dans le pays qui a fait plus de 250 morts et blessés ce mois. L'attaque la plus récente, contre une mosquée de Kaboul, le 17 août, a fait au moins 54 victimes. L'émergence de groupes terroristes pourrait faire peser une grave menace sur l'Afghanistan, ses voisins, la région et au-delà. Cette tendance rend d'autant plus impérieuse l'exigence constante de la communauté internationale : les Taliban doivent s'engager à combattre le terrorisme et veiller à ce que l'Afghanistan ne serve plus de refuge à des organisations terroristes comme Daech ou Al-Qaïda.

La sécurité, la stabilité et la prospérité de l'Afghanistan sont intimement liées, et elles sont indissociables de celles de ses voisins, qui ont des intérêts connexes légitimes et chez qui la situation globale de l'Afghanistan, notamment sa sécurité, suscite de graves et immédiates préoccupations. Ces pays disposent également de capacités notables susceptibles d'apporter la paix et la prospérité à l'Afghanistan. L'ONU, et le Conseil de sécurité en particulier, doivent utiliser ces capacités pour améliorer la situation humanitaire en Afghanistan, qui se détériore actuellement, et assurer la paix et le développement à long terme du pays.

Nous appuyons les efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour promouvoir la paix et la stabilité dans le pays, conformément à son mandat. L'ONU peut jouer un rôle essentiel

dans le règlement de la crise humanitaire en Afghanistan, ainsi que dans la facilitation du processus politique inter-afghan.

La République islamique d'Iran poursuit ses efforts pour aider le peuple afghan et collabore avec les voisins de l'Afghanistan et d'autres partenaires en vue de garantir une paix et un développement durables en Afghanistan. Nous sommes convaincus qu'un Afghanistan démocratique, prospère et stable, libéré de la guerre, du terrorisme et de la drogue, est dans l'intérêt de sa population et des intérêts de tous ses voisins, de la région et du monde. Nous devons tous travailler sans relâche et de concert pour contribuer à atteindre cet objectif, tout en respectant pleinement l'intégrité territoriale, l'unité et l'indépendance politique de l'Afghanistan.

Le Président (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan.

M. Akram (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, du brio avec lequel vous avez assuré la présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci. Je tiens à exprimer ma gratitude aux délégations qui ont exprimé leurs condoléances à la suite des inondations dévastatrices survenues au Pakistan. Je remercie également le Secrétaire général adjoint Griffiths, le Représentant spécial adjoint Potzel et M^{me} Morgan Edwards de leurs exposés. Nous remercions la Fédération de Russie d'avoir demandé la tenue de la présente séance et vous, Monsieur le Président, de l'avoir organisée. Cette discussion sur l'Afghanistan arrive à point nommé, un an après le retrait des forces étrangères et la prise du pouvoir par les Taliban à Kaboul.

On peut dire de cette longue guerre, comme de toutes les guerres en Afghanistan, qu'elle n'aurait pas pu être gagnée et n'aurait jamais dû être menée. Le retrait des forces étrangères était inévitable. La question la plus importante est de savoir ce qu'elles ont laissé derrière elles. Une solution politique globale entre toutes les parties afghanes, ainsi qu'entre ces dernières et les forces étrangères, aurait été le meilleur moyen de mettre fin à ce conflit de 20 ans.

Malheureusement, malgré les efforts qui ont été déployés, notamment par le Pakistan, cela n'a pas été possible. Le Conseil de sécurité, les voisins de l'Afghanistan et la communauté internationale doivent agir sur la base de la réalité en Afghanistan, et non des impressions

et des désirs subjectifs. Ce qui n'a pu être imposé par la force a peu de chances d'être obtenu par des sanctions, des gels d'avoirs ou des interdictions de voyager.

Indépendamment de l'idéologie et des politiques internes du Gouvernement intérimaire afghan, l'intérêt premier de la communauté internationale et des voisins de l'Afghanistan, en particulier le Pakistan, est le rétablissement d'une paix et d'une sécurité durables en Afghanistan. Cela implique avant tout d'éviter une nouvelle guerre civile. Il serait irresponsable pour quiconque, pays voisin ou non, d'encourager ou de parrainer une insurrection ou un groupe terroriste en Afghanistan.

Il est essentiel de continuer à fournir une aide humanitaire et économique à l'Afghanistan afin d'éviter une nouvelle guerre civile, d'enrayer l'essor des groupes terroristes comme Daech et de prévenir l'effondrement économique, une crise humanitaire et de nouveaux déplacements massifs de réfugiés en provenance de l'Afghanistan. Alors même que le Pakistan et son peuple sont aux prises avec les effets dévastateurs des inondations sans précédent qui ravagent mon pays, nous exhortons la communauté internationale à répondre à l'appel lancé par le Secrétaire général pour mobiliser 4,2 milliards de dollars pour une aide humanitaire et un soutien économique en faveur du peuple afghan. Le Pakistan continuera également d'apporter son aide à l'Afghanistan.

Par ailleurs, nous appelons au déblocage de toutes les réserves nationales gelées de l'Afghanistan et à la création de mécanismes efficaces en vue du déboursement et de l'utilisation de ces sommes en faveur du peuple afghan. L'absence d'un tel appui pourrait entraîner l'effondrement de l'économie et le chaos. La reprise rapide des activités de reconstruction et l'exécution de projets de connectivité prêts à être mis en œuvre avec l'Asie centrale et d'autres voisins, notamment l'extension du couloir économique Chine-Pakistan vers l'Afghanistan, peuvent consolider la stabilisation économique du pays.

Nous sommes préoccupés par les désaccords au sein du Conseil concernant le renouvellement de la dérogation à l'interdiction de voyager de 13 dirigeants des Taliban. Nous espérons que cela ne signifie pas que les grandes puissances ont des divergences de vues d'ordre géopolitique sur l'Afghanistan. Cela aurait de graves conséquences pour l'Afghanistan et l'ensemble de la région. L'isolement du Gouvernement intérimaire afghan ne sert ni les intérêts du peuple afghan ni ceux de la communauté internationale. Si nous comprenons

la frustration de nombreux gouvernements face au non-respect des promesses faites initialement par les Taliban en matière d'éducation des femmes et des filles, de droits humains, d'inclusion et de lutte contre le terrorisme, il est peu probable qu'isoler les dirigeants de Kaboul les persuade de changer leurs politiques, et encore moins leur idéologie.

Ce n'est que par un dialogue soutenu que nous pourrions promouvoir les objectifs de la communauté internationale en Afghanistan, à savoir le respect des droits humains, l'inclusion politique et la lutte contre le terrorisme. En dépit des difficultés rencontrées, le Pakistan estime que le Conseil, la communauté internationale et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) doivent élaborer une stratégie claire pour progresser dans la réalisation de ces trois objectifs. Le Pakistan espère que le nouveau ou la nouvelle Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général sera bientôt nommé(e) et que la collaboration constructive de la MANUA avec le Gouvernement intérimaire se poursuivra.

Nous sommes d'accord avec la représentante des Émirats arabes unis pour dire que l'Organisation de la coopération islamique (OCI) a un rôle particulier à jouer pour définir la voie à suivre en vue de parvenir à la normalisation. Nous avons déjà présenté la position de l'OCI au Conseil. En ce qui concerne les droits humains et l'éducation des filles, les pays de l'OCI mettront tout en œuvre pour que des progrès soient accomplis, notamment dans le cadre d'entretiens entre les Taliban et des délégations d'érudits islamiques et d'oulémas. Le Pakistan a pris l'initiative de lancer ces échanges, et nous espérons que des progrès pourront être réalisés grâce à ce processus. De même, l'OCI espère, tout comme les pays voisins de l'Afghanistan, que des progrès pourront être faits sur la question de l'inclusion politique. Dans un premier temps, on peut peut-être promouvoir cette question au niveau fonctionnel. Tout appui aux groupes dissidents risque de réduire à néant les efforts entrepris pour promouvoir l'inclusion et la réconciliation politiques.

Pour le Pakistan et la plupart des membres de la communauté internationale, la principale priorité est de prévenir le terrorisme en provenance et au sein de l'Afghanistan. Nous attendons du Gouvernement intérimaire afghan qu'il fasse en sorte que le territoire afghan ne soit pas utilisé à des fins de terrorisme contre les États voisins ou tout autre pays, notamment en éliminant la menace que représentent l'État islamique d'Iraq

et du Levant-Khorassan, Daech, Tehrik-e-Taliban Pakistan, le Mouvement islamique du Turkestan oriental et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, ainsi qu'Al-Qaïda et d'autres groupes terroristes. Cela revêt une importance capitale.

Le Pakistan appuiera tous les efforts menés de bonne foi par le Gouvernement intérimaire afghan pour neutraliser et éliminer ces groupes terroristes tout en respectant pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan. Toutefois, il faut activement dissuader certains auteurs de troubles, qui cherchent à encourager la perpétration d'actes terroristes contre le Pakistan depuis le territoire afghan. Ils cherchent à obtenir un avantage stratégique sur le Pakistan et ses amis. Nous leur opposerons une résistance farouche.

En contrepartie de sa coopération en matière de lutte contre le terrorisme, de droits humains et d'inclusion politique, il est naturel que le Gouvernement

intérimaire afghan souhaite des mesures réciproques, notamment une aide humanitaire, économique et financière, la levée rapide des sanctions et une éventuelle reconnaissance diplomatique. Ces mesures ne doivent pas être perçues à Kaboul comme étant hors de portée.

Ce n'est que grâce à un dialogue soutenu et à des compromis mutuels que la paix et la sécurité pourront être rétablies en Afghanistan. Le Pakistan poursuivra ses efforts à cette fin dans le cadre de la plateforme des six pays voisins de l'Afghanistan plus la Russie, au sein de l'OCI, avec la MANUA, l'Union européenne et d'autres pays amis, et, si la demande en est faite, dans le cadre de la troïka plus le Pakistan.

La séance est levée à 17 h 30.